



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
12/11/2015**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 12 novembre 2015. En l'absence de Mademoiselle Bodkin pour l'appel, je voudrais demander à Monsieur Abert de bien vouloir faire l'appel. Je vais également demander à Madame Dardé de venir et à Monsieur Pierre Bonnal de nous rejoindre à la tribune. Monsieur Bonnal, et je vais demander à Madame Jannin de s'installer à la tribune. Monsieur Bonnal, venez là. Madame Jannin, vous vous mettez là, Stéphanie. Et Monsieur Abert à la tribune. Il n'a pas l'habitude de faire l'appel.

Monsieur ABERT procède à l'appel.

Monsieur ABERT

L'appel est clos, le quorum est atteint.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Abert. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

En préambule de cette séance du Conseil de Métropole, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations. D'abord, vous dire que j'ai reçu un courrier de Madame la Ministre Marisol Touraine suite à la candidature qu'a formulée l'Institut régional du cancer de Montpellier pour l'implantation d'un centre de protonthérapie. Madame la Ministre a pris acte de notre candidature.

J'ai également reçu un courrier de Madame la Ministre de la Culture, concernant le musée de la France en Algérie, en nous expliquant qu'elle continuait les démarches entamées par son prédécesseur Madame Aurélie Filippetti, suite à la demande de la Métropole de recycler, de réaffecter les collections du musée de la France en Algérie vers le MuCEM et vers d'autres centres muséaux qui peuvent les recevoir. Elle nous a assurés de sa bienveillance, à Bernard Travier et à moi, pour cette transaction.

Je voudrais ensuite m'exprimer de quelques mots sur cette agression homophobe inacceptable faite sur ces deux jeunes à Montpellier, et dire que je condamne avec virulence ces méthodes.

La Ville participera à aider les jeunes étudiants qui souhaitent manifester sur la place de la Comédie.

Concernant la Régie publique de l'eau (et nous allons faire cela à deux voix avec René Revol), je vous rappelle qu'elle sera mise en place dans ses locaux et avec son personnel à partir du 1^{er} janvier 2016. Je demanderai au Conseil d'administration, dans le cadre de la convention d'objectifs et conformément aux statuts de la Régie, une baisse du prix de l'eau au 1^{er} janvier 2016, comme nous nous y sommes engagés, René Revol et moi, en début de mandat, avec votre accord, et avec l'accord de tous les Maires de la Métropole. Et je laisse René nous indiquer les conditions de cette baisse du prix de l'eau inhérente à la mise en place de la Régie publique.

Monsieur REVOL

Très bien, merci Monsieur le Président. Juste quelques mots. Vous aurez à délibérer de cette question en séance plénière le 17 décembre, et le Conseil d'administration de la Régie le fera préalablement.

L'objectif est de faire une baisse du prix de l'eau de 10 % au 1^{er} janvier. Comme vous le savez, la facture d'eau de nos concitoyens est composée de trois éléments : le prix de l'eau potable, le prix de l'assainissement et les redevances et taxes. Sur la troisième partie, nous n'avons aucun pouvoir bien entendu.

Donc le prix de l'eau potable baissera au mètre cube de 0,14 euro : il passera de 1,29 euro à 1,15 euro pour l'eau potable, pour le périmètre de la Régie – je reviendrai sur ce point. Pour l'assainissement, il baissera de 0,13 euro, passant de 1,42 euro à 1,29 euro par mètre cube.

Le périmètre de la Régie concerne treize communes, et nous ne pouvons pas modifier ce périmètre comme vous le savez, les autres syndicats ayant des contrats qui se terminent en 2021. Les ajustements pourront se faire sur les prix à partir de cette date. Pour le périmètre de la Régie donc, qui concerne 80 % de la population de la Métropole, nous allons opérer cette baisse du prix de l'eau potable à partir du 1^{er} janvier. Pour ce qui est de l'assainissement, cela concerne les 31 communes et ce sera également à partir du 1^{er} janvier.

Nous avons naturellement beaucoup travaillé pour que cette baisse soit maîtrisée et raisonnée car il s'agissait pour nous de maintenir un rythme d'investissement identique à celui que nous avons jusqu'à maintenant, si ce n'est meilleur. Concernant l'eau potable, cela a été possible car la Régie peut fonctionner en remplissant les mêmes fonctions que le délégataire précédent pour un montant au mètre cube de 0,70 euro. Je vous signale que lors du contrat, jusqu'au 1^{er} janvier 2014, nous payions l'eau 1,29 euro et nous rémunérions le délégataire 1,19 euro. Nous n'avions donc à ce moment-là que 0,10 euro pour l'investissement de la collectivité.

A partir du moment où la Régie peut faire, avec la même qualité de service et avec une gouvernance beaucoup plus citoyenne, le même service que le délégataire non plus pour 1,19 euro mais pour 0,70 euro, nous pouvons à la fois baisser le prix de l'eau et augmenter la part de la collectivité. Nous aurons 0,40 euro pour l'investissement, ce qui nous permettra de réaliser le schéma directeur d'eau potable. Nous nous sommes fixé de réaliser dans les délais des investissements nécessaires en réduisant à la marge tout endettement.

De la même manière, de l'autre côté, concernant l'assainissement, nous avons pu renégocier les contrats de délégation, nous en avons parlé il y a plus d'un an. Ces contrats de délégation tels qu'ils ont été renégociés ont permis d'obtenir une baisse de la rémunération du délégataire et nous rendons en partie cette baisse à nos concitoyens.

Donc, naturellement, sur une facture d'eau cela signifiera une baisse à partir de l'année prochaine de 30 euros par an, ce qui n'est pas négligeable par ces temps où beaucoup de choses augmentent. Pour les ménages modestes, 30 euros ce n'est pas négligeable. C'est le prix d'une paire de chaussures pour les mêmes à la rentrée, comme me l'a dit l'un de mes concitoyens hier. C'est un élément important. Globalement, cela signifie que nous rendons en pouvoir d'achat, sur l'année, 6 millions d'euros aux usagers de l'eau. Voilà les dispositifs qui nous ont permis d'honorer l'engagement que nous avons pris au début du mandat.

.

Monsieur le Président

Engagement tenu sur la Régie publique de l'eau et sur la baisse du prix de l'eau. 0,14 euro pour l'eau et 0,13 pour l'assainissement.

Je voudrais également vous parler du CPER et de l'article d'hier dans *Midi libre*. C'est aujourd'hui ! Cela va tellement vite que j'ai cru que c'était hier. Je voudrais vous rappeler un certain nombre de choses et rassurer les Maires en ce qui concerne les inondations et le PAPI 2. En mai 2015, le Conseil a voté une demande de 113 millions d'euros, 40 millions d'euros en maîtrise d'ouvrage Etat-Région et 73 millions d'euros en projet pour la Métropole. Je souhaite que la Métropole ait une vraie place dans la Grande Région

et sur son CPER, son Contrat de Plan Etat-Région. Voilà ce que j'ai à dire. Je souhaite que la Métropole ne soit pas méprisée et qu'elle ait toute sa place dans le contrat de plan Etat-Région.

Je voudrais dire également que pour le PAPI 2, l'ensemble des délibérations a été signé et a une vertu exécutoire. Rien ne nous empêche, parce que cela a été voté à la Région, parce que cela a été voté dans le plan par l'Etat et parce que cela a été voté par la Métropole, de commencer les travaux. J'ai donc vu Monsieur le Préfet ce matin afin de lui demander d'accélérer le processus sur le PAPI 2, pour que nous puissions le plus rapidement possible engager les travaux qui sont très utiles en cas d'inondation.

On peut très bien sortir un certain nombre d'accords du CPER quand ils ont été votés. C'est le cas pour le PAPI 2, et le Préfet est d'accord avec moi sur ce point. Il est bien évident que je prendrai la décision de cette signature en fonction des avancées de la négociation avec la Région le 17 décembre, lors de notre prochain Conseil de Métropole.

Information suivante : je voudrais vous dire qu'avec Isabelle Touzard, nous avons signé le pacte de Milan pour l'alimentation et pour l'agriculture. Je vais lui laisser la parole parce que cela a été deux journées mémorables.

Madame TOUZARD

Monsieur le Président, chers confrères, nous nous sommes rendus à Milan pour que vous puissiez signer ce pacte le 15 et le 16 octobre derniers. Pour rappel, cette initiative a été prise dans le cadre de l'Exposition universelle qui se tient à Milan sur le thème « *Feed the Planet* ». Cette initiative a été lancée par le Maire de Milan, Monsieur Pisapia, à l'occasion du Forum de Johannesburg l'année dernière pour le changement climatique, et il a été préparé avec le concours de l'ONU, de la Commission européenne, du Ministère des Affaires italien et de la Ville de Milan.

La Métropole de Montpellier s'est adjointe à cette dynamique assez tôt. Elle a été lancée en septembre 2014, nous nous y sommes greffés à partir du printemps, et la Métropole de Montpellier a été un acteur important de l'élaboration de ce pacte car nous avons contribué notamment à la définition du guide de bonnes pratiques avec les services de la Métropole que je remercie, qui ont été très actifs. Nous avons notamment assuré la traduction en français du pacte de Milan, il faut le savoir.

C'est un pacte signé par cent Villes et Métropoles des différents continents. Le 15 octobre et le 16 octobre, dans le cadre de l'Exposition universelle, vous avez présenté, Monsieur le Président, ainsi que les Maires présents, ce pacte de Milan à Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies. Je crois que la dynamique enclenchée sur la Métropole commence à être reconnue. Lors des échanges qui ont eu lieu avec les différents Maires que nous avons pu rencontrer (Moscou, Genève, Barcelone, etc.), nous avons pu un peu comparer nos démarches par rapport aux autres. C'était intéressant. Nous avons pu rencontrer aussi le Président de la Fédération européenne des régions. Une occasion intéressante de réseauter et de connaître d'autres dynamiques.

Je voulais juste profiter de l'occasion qui m'est donnée pour rappeler que lors de la Commission agroécologie et alimentation qui se tiendra pour la préparation du prochain Conseil le 30 novembre, j'informe que se fera un point sur l'avancée de la politique agricole et alimentaire. Nous y traiterons des affaires et nous y ferons un point sur l'avancée, donc j'invite les membres de la Commission des différentes communes et différentes villes à venir à cette commission.

Monsieur le Président

Merci, Madame Touzard.

Je voudrais revenir un instant sur l'information précédente concernant le CPER, car je n'ai pas fait l'addition. 40 millions d'euros pour la maîtrise d'ouvrage Etat-Région et 73 pour le projet de la Métropole, cela fait 113 millions que nous estimons être notre dû. 113, et pas 30. Ce sera la première fois que nous construirons une ligne de tramway, la quatrième ligne, sans aucune subvention de la Région, ce qui n'a jamais été le cas du temps de Georges Frêche.

Je vais signer devant vous un courrier qui rappelle à Monsieur Alary ses intentions de subventionner la piscine de Saint-Brès. J'ai ici la demande de subvention des lignes de tramway adressée à la Région, sans réponse.

Dernier point : ce matin, dans la presse, une petite puce ne m'a pas fait plaisir, m'a piqué. Il a été indiqué que j'allais réformer mon Cabinet et que j'allais changer de Directeur de Cabinet. Je vais vous dire ce que je vais faire, comme cela tout le monde sera au courant. Cela concerne la Métropole puisque ce sont des postes mutualisés.

Après la modification de l'exécutif mairie, après les élections départementales, il y aura une troisième modification après les élections régionales. Cette modification portera à la fois sur les élus et les délégations, à la fois sur l'administration et à la fois sur le Cabinet. Mais en aucun cas le poste de mon Directeur de Cabinet Monsieur Fabrice Manuel n'est concerné, de même que le poste de Madame Namdar. Donc prière aux mauvaises langues de se renseigner avant de donner des informations à la presse.

Enfin et pour sourire, j'ai fait un petit cadeau à Monsieur Meissonnier et Monsieur Youssous et je leur demande à tous les deux de me sourire. Je leur ai rapporté un peu de miel de la Fête du miel de Cournonsec à chacun. Ils viendront le chercher à la fin de la réunion.

Nous passons à l'ordre du jour. Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Je suis désolé, je suis un peu enrhumé, mais je voulais vous informer que j'ai écrit aussi moi aussi au Préfet ce matin car à la lecture de l'article de Monsieur le Président de la Région, j'ai été scandalisé par le chantage qui était fait. Je crois comprendre que l'on met en balance 30 millions d'euros avec une date limite au 20 novembre. J'ai entendu ce que vous avez dit tout à l'heure, mais je pense que nous pouvons aller peut-être un peu plus dans le détail sur ce qui vous oppose véritablement. Je pense que maintenant, le rôle du Préfet est de siffler la fin de la partie.

Nous ne pouvons pas être, nous, élus métropolitains et les habitants du territoire de la Métropole de Montpellier, otages d'une dispute ou d'un contentieux politique entre deux factions, du même camp d'ailleurs. Monsieur le Maire et Monsieur le Président de la Métropole, j'ai entendu ce que vous disiez sur ce sujet : « *Nous allons attendre le 17 décembre.* » Vous nous aviez fait le coup sur les subventions pour le Printemps des comédiens, après les départementales. Si l'on pouvait arrêter de prendre en otage le territoire chaque fois qu'il y a une élection, ce serait une bonne chose. Je ne parle pas en tant qu'élus républicain, je parle en tant que citoyen du territoire, en tant que membre de cette assemblée : j'aimerais que l'on arrête de politiser des sujets comme cela. Ces 30 millions d'euros, comme vous l'avez dit, sont cruciaux pour notre territoire, ils sont cruciaux pour la ligne 4, voire pour la ligne 5. J'aimerais que nous ayons un débat sur ce sujet.

Monsieur le Président

Ce n'est pas cela, Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Ce n'est pas cela, mais à un moment donné il faut arrêter.

Monsieur le Président

Vous pouvez me dire cela, mais vous êtes hors sujet.

Monsieur LARUE

Je suis peut-être hors sujet, mais j'en ai marre de lire tous les matins dans *Midi libre* qu'Alary dit que Saurel est un menteur, et que Saurel dit qu'Alary est un menteur. C'est insupportable, du point de vue du lecteur.

Monsieur le Président

113 millions d'euros, nous en avons 30. Que voulez-vous faire ? Etes-vous d'accord avec cela ?

Monsieur LARUE

Non, je ne suis pas d'accord avec cela.

Monsieur le Président

Vous êtes d'accord avec moi, alors.

Monsieur LARUE

J'aimerais savoir qui dit la vérité sur ce sujet.

Monsieur le Président

Je vous la donne, la vérité : la vérité de l'institution.

Monsieur LARUE

A la rigueur, faites un débat public tous les deux en présence du Préfet pour que nous puissions trancher. C'est inacceptable et ce n'est pas par une position d'un parti, c'est la position d'un élu de terrain qui veut que son territoire ne soit pas spolié à cause de polémiques.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, ne faites pas de la récup'.

Monsieur LARUE

Je ne fais pas de récup'. Je ne suis pas candidat aux régionales, je me fous des régionales.

Monsieur le Président

Vous avez voté le 21 mai 2015.

Monsieur LARUE

Je trouve inacceptable que mon territoire soit pris en otage systématiquement.

Monsieur le Président

Le 21 mai 2015, vous avez voté aussi.

Monsieur LARUE

Je suis d'accord avec cela, ce n'est pas le sujet.

Monsieur le Président

Je fais respecter ce que vous avez voté.

Monsieur LARUE

Arrêtez ! C'est comme pour le Printemps des comédiens au moment des départementales. On ne prend pas en otage nos territoires sur des luttes à gauche. C'est tout ce que je vous demande.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, pour le Printemps des comédiens j'ai demandé un rendez-vous à Monsieur Mesquida. Avec Monsieur Mesquida, nous avons beaucoup de choses à nous dire sur la culture, sur les routes. Je vous signale que si le département ne fait rien...

Monsieur LARUE

Je ne vous parle pas de Monsieur Mesquida.

Monsieur le Président

Il faut le savoir, sinon on fait de la politique à l'emporte-pièce.

Monsieur LARUE

Je ne fais pas de la politique à l'emporte-pièce, je défends un territoire

Monsieur le Président

Non, vous ne le défendez pas. Vous préférez 30 millions que 113, vous ne le défendez pas.

Quand on défend un territoire, il ne faut pas avoir peur d'aller au combat. Il ne faut pas se réfugier derrière l'administration. L'administration, c'est l'administration. La politique, c'est autre chose.

Monsieur Larue, avez-vous vu les deux courriers gentils des Ministres ?

Monsieur LARUE

Ce n'est pas la question. Arrêtez !

Monsieur le Président

Si ! Vous savez bien comment cela fonctionne. Il faut défendre les institutions. Vous avez voté une délibération le 21 mai 2015 qui demande un certain nombre de financements. Le compte n'y est pas. Il y a 30 millions et le compte n'y est pas. Je demande que le compte y soit dans l'intérêt de la Métropole. Ceux qui vont dans un sens inverse ne défendent pas l'institution. Ils font de la démagogie sur la méthode.

Monsieur LARUE

Ce que je ne veux pas, c'est que le 20 novembre on nous dise que nous n'aurons pas les 30 millions car nous n'aurons pas signé le papier le 20 novembre. C'est juste cela, mon problème.

Monsieur le Président

Alors, vous êtes prêt à vous coucher pour une poignée de cerises ?

Monsieur LARUE

Je préfère avoir 30 millions d'euros pour le territoire que rien du tout.

Monsieur le Président

Monsieur Larue, nous n'avons pas augmenté les impôts, nous continuons à investir : l'institution est bien gérée. Ne vous faites pas de souci. Mais votre question est bonne.

Monsieur GRAND

Je suis sûr des chiffres infiniment plus modestes, mais les principes sont les mêmes. Depuis que j'ai annoncé que j'allais vous soutenir à ces élections régionales, j'ai reçu des courriers où l'on me supprimait les subventions attribuées, Région et Département. Merci.

Monsieur le Président

C'est horrible, c'est scandaleux.

Monsieur LARUE

Je suis d'accord. C'est scandaleux.

Monsieur le Président

Mais ne vous inquiétez pas. Nous connaissons tous cela. Ce qui est important, c'est que l'institution ne brade pas son action publique. Là, zéro euro pour les lignes de tramway, et nous n'avons pas notre compte sur le CPER. Je défends l'institution mais je ne mets pas en jeu la vie des gens, parce que j'ai demandé au Préfet d'accélérer en sortant le PAPI 2 du CPER.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

J'attendais, Président, que vous nous donniez la recette pour signer le PAPI 2 alors que le CPER n'était pas signé. Il est évident que si vous avez réussi que le Préfet impose le fait que le PAPI 2 sorte du CPER, c'est possible. Je ne pensais pas personnellement que c'était possible. Dans ces cas-là, cela veut dire qu'il y a des solutions où je ne pensais pas qu'il y en avait.

Monsieur le Président

Les délibérations sont exécutoires, elles peuvent être mises en route tout de suite. La Région les a votées comme nous.

Monsieur MEUNIER

Président, que nous nous mettions bien d'accord. Que nous puissions démarrer l'ensemble des travaux et que nous puissions (pour rassurer mes amis de Grabels et de Juvignac) continuer les études que nous avons lancées, l'Etat, et les services de la Métropole pour faire un avenant le plus rapidement possible pour prendre en compte leurs besoins, j'en étais convaincu. D'ailleurs c'est ce que j'ai dit à René pas plus tard que tout à l'heure et à Jean-Luc au téléphone il y a deux jours.

Que nous puissions nous-mêmes (pour Noël, pour moi et pour vous, puisque ce sont trois communes concernées par le PAPI 2) démarrer les travaux, j'en étais intimement persuadé. Après, que le PAPI 2 puisse être signé en dehors d'un cadre comme le contrat Etat-Région, je ne le pensais pas. Si le Préfet a trouvé la solution, j'en suis ravi pour le PAPI 2.

Cela ne résout pas l'ensemble des dossiers concernés par un contrat Etat-Région. Nous sommes la dernière intercommunalité à ne pas avoir signé, dans la région. Un contrat de plan Etat-Région ce n'est pas rien. Ce sont des sommes colossales. Après, que met-on dans le volet territorial des 30 millions, ou que met-on dans l'ensemble des engagements de l'Etat et de la Région sur notre territoire ? C'est très complexe, nous n'allons pas rentrer dans le détail aujourd'hui car il faudrait que tout le monde ait les documents.

Moi, j'invite tous les protagonistes de ce dossier à trouver des solutions, Damien Alary qui est encore Président de la Région jusqu'au 20 novembre, et vous-même qui êtes pour un bon bout de temps encore, je l'espère, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, cher ami.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Pour synthétiser le truc, croyez-vous Monsieur Larue que nous avons affaire à des enfants de Marie, à la Région ? Si nous sommes d'accord, c'est parfait. Nous continuons.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je vais donc vous proposer l'ordre du jour qui comprend 101 affaires. Un rapport modifié est l'affaire 63. Avez-vous des observations sur l'ordre du jour ?

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 30 SEPTEMBRE 2015

Monsieur le Président

Affaire 2, c'est l'approbation du procès-verbal du 30 septembre. Vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3 : extrait de la synthèse des décisions transmises aux élus avec le dossier Conseil. Avez-vous des interventions à faire sur l'affaire 3 ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Avant d'attaquer l'aménagement du territoire, je passe la parole, en termes d'information, à Monsieur Bonnal qui va vous faire un petit compte-rendu entre parenthèses de l'ensemble des travaux qui ont été menés sur la voirie et le personnel, sur les compensations.

Monsieur BONNAL

Sur les compensations, je pense que tout le monde est au courant, aussi bien que le Maire que je suis. Au niveau des personnels, vous le savez, nous les avons tous réunis la semaine dernière au Corum. Je pense que cela a été une bonne journée car bon nombre de gens sont restés de très longs moments devant les stands pour poser un certain nombre de questions qui les concernent et qui les concerneront directement.

J'ai fait un discours, je pense (sous le contrôle de celles et ceux qui étaient présents), très franc avec les personnels qui arrivent. Certains m'ont dit qu'ils avaient été un peu étonnés, d'autres ont trouvé cela normal. Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Les transferts vont s'opérer et seront bien sûr effectifs au 1^{er} janvier 2016 sachant que d'ici là, nous avons ici au niveau de la Métropole une grosse affaire à gérer : discuter, avec les syndicats de la maison, sur les horaires de travail.

La discussion a commencé et je pense que lors du prochain Comité technique de décembre, nous serons arrivés à régler cette affaire-là. Mais au niveau des Maires en particulier, je vous en avais déjà parlé, il n'y a pas une commune qui travaille « de la même façon », en particulier au niveau de l'application du texte sur les 35 heures. Mais nous sommes contraints d'arriver à une solution, et nous y arriverons, au 1^{er} janvier 2016.

Après, les problèmes liés au matériel, liés aux locaux vont se résoudre peu à peu, mais nous avons tous été bien au fait du sujet. Je ne sais plus quel est le lundi qui suit le 1^{er} janvier, mais le 2, 3 ou 4 janvier, tout ne sera pas en place. Peu à peu, les responsables sont nommés, les responsables sont choisis et certains ont déjà commencé à prendre leurs marques. Je pense que vous avez dû, ou c'est en cours, tous recevoir la visite de vos futurs responsables de pôle. Je leur avais demandé de prendre contact avec vous.

C'est une grosse affaire. C'était inscrit depuis que nous avons créé la Métropole et maintenant nous sommes à deux mois du démarrage. C'est dans ma nature profonde, je pense : je suis toujours résolument optimiste. Cela va se mettre en place peu à peu, lentement, et encore une fois, en collaboration avec les syndicats maison. Il y a un énorme travail à faire, vous allez le voir d'ailleurs dans les questions que je vais vous présenter concernant les créations de postes.

La direction qui est la plus touchée est la direction ressources et moyens de la maison, au niveau marchés, gestion, gestion du personnel et autres. Nous augmentons le personnel d'un tiers. Cela fait un sacré bond en avant. Nous avons connu cela, pour les plus anciens, en 2002, mais c'était peut-être un peu différent de ce que c'est aujourd'hui. Là, ce sont véritablement les communes qui font l'effort.

S'il y a encore des questions (mais nous serons amenés à nous revoir bientôt), je suis prêt à y répondre. Je sais qu'il y a un certain nombre de cas particuliers. Je pense avoir été clair au Corum, s'agissant des CAE, s'agissant des contrats d'avenir. J'ai apporté la réponse de la Métropole. Après, comme je l'ai dit à chacune des personnes (étant resté jusqu'au bout, bon nombre sont venues me voir pour exposer leur cas particulier et bien sûr digne d'intérêt), les cas de ce type-là seront réglés au cas par cas, c'est le cas de le dire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Il faut porter une certaine attention à la situation de certains contractuels, notamment du musée Fabre mais d'autres « satellites » de notre Métropole, sur la question de la rémunération des heures complémentaires qui ont d'ores et déjà été réalisées. Ces personnes m'ont indiqué qu'elles attendaient le paiement de ces heures complémentaires depuis quelques semaines, voire quelques mois déjà. Je crois comprendre (c'est ce que vous venez de confirmer) qu'une réunion va peut-être confirmer ce point et je sens, j'ai la conviction qu'il y a une vraie préoccupation de la part de ces personnes sur ce sujet, qui sont souvent en situation précaire, sur des montants certes a priori peu importants, mais qui, les concernant, sont importants.

Je voudrais savoir si nous pouvions avoir un peu de visibilité sur le paiement de ces sommes pour ces personnes, et si d'une manière générale la question des heures complémentaires va être tranchée définitivement.

Monsieur BONNAL

Votre question m'étonne un peu. Pourquoi ? Je n'ai jamais entendu dire (cela fait quinze ans que je suis là) que les heures complémentaires n'ont pas été payées. Qu'il y ait quelques retards – parce que c'est vrai que c'est une grosse boutique, et que l'information remonte (vous citez le cas du musée Fabre) –, bien sûr.

Monsieur LARUE

Je me fais le haut-parleur de ce que l'on m'a dit.

Monsieur BONNAL

Le haut-parleur, je dois vous avouer qu'il n'est pas encore parvenu à mes oreilles et de mémoire, sous le contrôle de Christian Fina, je ne me souviens pas avoir eu ce type de question en Comité technique. Que cela ne se paye pas immédiatement, je suis d'accord parce qu'il y a toute une procédure administrative de validation de ces heures. Ce n'est pas immédiatement payé pour le mois concerné.

Monsieur LARUE

On m'a parlé d'heures qui auraient été faites au mois de mai ou juin et qui seraient toujours pendantes. J'essaierai d'avoir plus de détails.

Monsieur BONNAL

Avec plaisir, et ces gens peuvent toujours demander à me voir. Mais vraiment, vous me surprenez. Il n'est pas impossible qu'il y ait eu quelques ratés par-ci par-là. Il faut faire remonter ce genre de chose.

Monsieur le Président

S'il y a un problème administratif quelque part, nous allons le regarder.

**AFFAIRE N° 4 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
ACCORD-CADRE N° 3914 RELATIF A L'ELABORATION DU PROJET MONTPELLIER
METROPOLE TERRITOIRES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'affaire 4 qui concerne l'élaboration du projet Montpellier Métropole territoires. Je vais donner la parole à Madame Jannin.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, si vous me permettez, je ferai une petite introduction générale sur les quatre délibérations suivantes qui sont l'affaire 4, l'accord-cadre relatif à l'élaboration de Montpellier territoires, l'affaire 5 concernant le bilan du SCoT, l'affaire 6 concernant la révision du SCoT et l'affaire 7 concernant l'élaboration du PLU intercommunal.

Vous le savez : de grandes évolutions institutionnelles ont marqué notre territoire ces derniers temps : tout d'abord le passage de l'Agglomération en Métropole, également la création de la Grande Région et la définition des sept piliers stratégiques qui a instauré la réorientation des politiques publiques qui en découlent. Il a donc été décidé, par délibération du 29 juin 2015, de mettre en œuvre une démarche d'élaboration d'un projet de territoire appelé Montpellier Métropole territoires, avec pour objectif principal de fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux de l'échelle communale.

Notre territoire, vous le savez, c'est une imbrication subtile entre une ville centre très dynamique, des villes et villages aux caractères très variés, le tout imbriqué dans des espaces naturels qui viennent jusqu'aux portes de la ville et qui marquent beaucoup notre qualité de vie. Cette imbrication entre espaces naturels et espaces urbanisés nous confère à tous une qualité de vie indéniable.

D'ailleurs, *La Gazette* publiait un sondage le 29 octobre 2015 qui plaçait Montpellier comme la troisième ville française où il fait bon travailler. 27 % des Français déclarent qu'ils aimeraient bien travailler à Montpellier. Au-delà du chiffre, cette enquête menée auprès de 1 000 salariés prenait en compte la qualité de vie. La qualité de vie est bel et bien notre principal facteur d'attractivité et c'est ce que nous devons préserver durablement pour très longtemps.

Notre territoire a plusieurs caractéristiques majeures. La première est cette biodiversité exceptionnelle puisque nous faisons partie, je l'ai déjà dit plusieurs fois dans cette assemblée, des 35 *hot spots* mondiaux de la biodiversité. « *Hot spots* mondiaux de la biodiversité », cela veut dire que l'on concentre sur 1,4 % de la surface des continents 44 % des espèces végétales et 35 % des espèces vertébrées terrestres qui existent.

Nous avons aussi, vous le savez, une croissance démographique très importante qui se confirme, et c'est assez récent : cette croissance démographique est maintenant plus liée au solde naturel qu'au solde

migratoire, c'est-à-dire à nos enfants plus qu'à des populations venues d'ailleurs. Cela nécessite la construction de 5 000 logements par an sur la Métropole, c'est le besoin qui a été identifié au PLH, dont 30 % de logements sociaux.

Il y a aussi une caractéristique majeure qui est la vulnérabilité de notre territoire aux changements climatiques et notamment hydrauliques, mais pas uniquement – également caniculaires par exemple.

Alors, l'aménagement durable du territoire, c'est d'abord ces trois thématiques sans les hiérarchiser les unes par rapport aux autres, et c'est bien là la responsabilité de notre collectivité avec toujours en fil rouge le développement économique. Nous n'avons pas à choisir entre la protection des populations des phénomènes hydrauliques et le besoin de construire des logements pour accueillir les nouvelles populations. Il faut donc cesser d'opposer urbanisme et environnement, mais bien lier ces grands enjeux dans un projet de territoire innovant où le projet métropolitain et les projets communaux, y compris celui de la ville centre, sont intégrés et mis en cohérence, ce qui n'était pas fait jusque maintenant.

Nous sommes la première Métropole à baser notre premier projet d'aménagement du territoire sur la protection des terres fertiles et, vous l'avez rappelé, avec Madame Touzard vous avez signé le pacte de Milan il y a quelques jours. La feuille de route que vous m'avez donnée, Monsieur le Président, c'est de préserver sur notre territoire deux tiers d'espaces naturels et agricoles. Cela concentre donc sur seulement un tiers du territoire notre développement lié à notre croissance démographique et notre développement économique. La politique que nous menons fait de nous un territoire de référence en matière d'aménagement du territoire, et nous entendons bien le faire savoir.

Pour ce qui concerne l'affaire 4, la démarche Montpellier Métropole territoires vise à définir la colonne vertébrale du projet d'aménagement de l'espace métropolitain, territoire de référence en matière d'aménagement durable. Pour ce faire, elle doit prendre en compte les données fondamentales qui sont parfois contradictoires entre elles, en particulier la préservation de la richesse environnementale, le développement de l'écosystème économique, les évolutions démographiques attendues et les adaptations nécessaires face à sa vulnérabilité, notamment climatique. Nous pouvons parler de résilience.

Ces éléments seront intégrés dans un projet cohérent et équilibré dans le temps et dans l'espace, irriguant toutes les échelles spatiales : les quartiers, les villes et les villages, les secteurs identitaires à l'échelle métropolitaine, en cohérence avec son grand bassin de vie, aussi bien qu'environnementale. Ce projet se traduira ensuite dans tous les documents de planification et de programmation que sont par exemple le SCoT, le PLU intercommunal, le Plan Climat Energie, le Plan Local de l'Habitat, le Plan de Déplacement, etc.

Les délais d'élaboration de ce projet sont imposés par les documents à décliner à partir de son contenu. Ainsi, le PLU (plan local de l'urbanisme) intercommunal, qui doit être approuvé fin 2018, nous sert à faire le rétroplanning pour savoir à quel moment nous avons à approuver les documents intermédiaires. Cela nécessite donc de définir ce projet Montpellier Métropole territoires au plus tard fin 2016 – une étude qui se déroulera sur seize mois.

Un Comité de suivi de projet sera mis en place pour conduire cette démarche présidée par Monsieur le Président Saurel que je supplierai... suppléerai.

Monsieur le Président

Madame Jannin, ne me suppliez pas, je vous en prie !

Madame JANNIN

Que je suppléerai avec honneur.

Monsieur BONNAL

Tu t'es bien rattrapée.

Monsieur le Président

C'est bien.

Madame JANNIN

Et associera particulièrement les Vice-Présidents dont la politique publique est particulièrement liée à l'aménagement du territoire : Isabelle Touzard pour l'agroécologie et l'alimentation, Chantal Marion pour le développement économique, Isabelle Gianiel pour les déplacements et Noël Ségura pour l'habitat.

La démarche sera ponctuée par des séances de la Conférence des Maires qui constitue l'instance de validation politique des principales étapes du projet. Par ailleurs, dès le démarrage du projet, l'équipe de conception retenue s'entretiendra avec les différents Vice-Présidents porteurs d'une thématique qui intéresse le projet de territoire.

Des ateliers de secteur thématiques seront réalisés dans les mois à venir, ainsi que des réunions publiques dans chaque secteur du SCoT. La concertation sera également menée durant ces treize mois avec diverses instances comme le Conseil de Développement, les diverses associations de protection de l'environnement, les fédérations professionnelles, les chambres consulaires (Chambre des Métiers, CCI, Chambre d'Agriculture, etc.). Nous donnerons également un certain nombre de conférences thématiques dans le cadre d'événements qui jalonnent l'année à venir. Une page Internet sera dédiée au projet, ainsi que l'organisation d'événements éphémères.

La Commission d'appels d'offres qui s'est réunie en séance le 20 octobre 2015 a retenu l'offre jugée économiquement la plus avantageuse présentée par l'agence François Leclercq, associée à Franck Boutté consultants pour l'environnement, BASE pour le paysage, Une Fabrique de la Ville pour la programmation urbaine, La Condition Urbaine pour l'aspect sociologique, le bureau d'études Katalyse pour l'économie, et enfin le bureau d'études Roland Ribl associés et Ingerop pour ce qui concerne la question des déplacements.

De notoriété nationale, l'agence François Leclercq possède une grande expérience en matière de démarche de planification territoriale de projets urbains à différentes échelles. Parmi ses références significatives récentes, on peut citer Les Ateliers du Grand Paris, le projet Paris Nord-Est sur 600 hectares, Euroméditerranée 2 à Marseille, l'élaboration du plan-guide de la Défense, ou encore le projet de reconquête de l'autoroute A4 à l'Est de Paris.

Cette équipe a montré sa capacité à être à la fois dans une démarche de stratégie innovante à long terme, tout en pouvant apporter des réponses opérationnelles immédiates que posent les grands enjeux précités. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Vous avez compris : ce sont des études que nous menons sur l'ensemble du territoire pour revisiter le SCoT qui avait déjà été précurseur, et là nous rediscutons pour lui donner les entrées par le territoire, par les terres fertiles, par la biodiversité, par la politique de l'eau et tous ces facteurs-là qui vont

être intégrés dans cette vision du territoire avant la création du PLUI en 2017. C'est la méthode de concertation avec tous les Maires, dans tous les secteurs stratégiques du SCoT, qui vous est proposée au travers de ces délibérations.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Pas d'intervention ? Je fais voter l'affaire numéro 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – EVALUATION 2015 – ANALYSE DES RESULTATS D'APPLICATION DU SCOT 2006

Monsieur le Président

Affaire 5 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – REVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – OBJECTIFS POURSUIVIS – MODALITES DE LA CONCERTATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 6 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PRESCRIPTION DE L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – OBJECTIFS POURSUIVIS – MODALITES DE COLLABORATION AVEC LES COMMUNES MEMBRES – MODALITES DE CONCERTATION AVEC LE PUBLIC – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 7 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Merci à Madame Jannin, merci aux Maires, merci aux services de la Métropole.

AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – REVISION ALLEGEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – COMMUNE DE BEAULIEU – ARRET DU PROJET

Monsieur le Président

Affaire 8 : révision allégée du PLU de la commune de Beaulieu. Qui veut des explications supplémentaires auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N° FR9112020 PLAINE DE FABREGUES POUSSAN – MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS – DEMANDE DE SUBVENTION – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 9 : site Natura 2000, plaine de Fabrègues Poussan, mise en œuvre et animation du document d'objectifs, demande de subvention. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Je voudrais adresser mes chaleureuses félicitations à Monsieur Gaudin qui a été élu Président de la Métropole de Marseille après moult pérégrinations. Cela donne de l'espoir, parce qu'ils sont partis avec 115 communes, 113 contre. Je me suis proposé auprès des services de la Métropole de Marseille pour leur proposer un paquet cadeau, le Pacte de Confiance des Maires, mais ils l'ont refusé donc cela a pris huit mois de plus. Mais ils y sont arrivés.

Je rappelle qu'une dizaine d'agglomérations et notamment l'Agglomération de Clermont-Ferrand, sont intéressées par le dispositif que nous avons réalisé dans l'Agglomération de Montpellier pour la transformer en Métropole. Je recevrai bientôt le Maire de Clermont-Ferrand, assisté de tous les élus de la Communauté d'Agglomération de Clermont. C'est la Très Grande Région.

AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 MONTAGNE DE LA MOURE ET CAUSSE D'AUMELAS – DOSSIERS DE CONSULTATION POUR L'EXTENSION DU SIC (SITE D'INTERET COMMUNAUTAIRE) ET POUR LA CREATION DE LA ZONE DE PROTECTION SPECIALE – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 10, développement et aménagement du territoire, site Natura 2000 Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
CESSION PARCELLE B N° 2257 – OPERATION LE FRIGOULET – COMMUNE DE
COURNONSEC**

Monsieur le Président

Affaire 11, cession de parcelle, opération Frigoulet, commune de Cournonsec. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
CESSION DE DELAISSES DE LA DEUXIEME LIGNE DE TRAMWAY – ZAC ECOQUARTIER
DU DOMAINE DE CAYLUS – PARCELLES BX N° 47P, BX N° 56P ET BX N° 70 – COMMUNE
DE CASTELNAU-LE-LEZ – APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire 12 : cession de délaissés de la deuxième ligne de tram. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
PARTENARIAT DEPARTEMENT DE L'HERAULT / MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE POUR RD 612 – ETUDE PROSPECTIVE D'AMENAGEMENT DU RESEAU
ROUTIER SUR LE SECTEUR DE LA PORTE SUD-OUEST DE LA METROPOLE (COMMUNE
DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS) – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 13 : partenariat Département de l'Hérault Montpellier Méditerranée Métropole pour la RD 612, étude prospective d'aménagement du réseau routier sur le secteur de la porte Ouest de la Métropole, commune de Saint Jean de Védas, convention. Qui demande des explications ? Monsieur Ségura.

Monsieur SEGURA

Monsieur le Président, chers collègues, juste pour signifier aux services que Villeneuve-lès-Maguelone est aussi sur la 612 et que la problématique part un peu de là. Il faudrait faire une étude plus globale étant donné que la ZAC Charles-Martel va sortir sur cette 612 et que nous avons, par courrier du Département, un accès autorisé.

Monsieur le Président

Madame Jannin va vous répondre.

Madame JANNIN

En ce qui concerne la question de l'objet de cette délibération, effectivement ce que vous dites, Monsieur le Vice-Président, est tout à fait cohérent dans la réflexion. Vous savez que les voiries concernées par cette étude sont des voiries départementales. A la demande de la commune, pour faire avancer les choses sur la grande problématique de déplacement qui touche la commune de Saint Jean de Védas mais également les

communes alentours (donc tous les habitants de ces différentes communes), la Métropole a décidé de subventionner à hauteur de 40 % (c'est l'objet de cette délibération) les études menées sur des voiries départementales.

Monsieur SEGURA

J'avais bien compris, ma chère Vice-Présidente, simplement j'amène un élément supplémentaire : nous avons obtenu du Département un accès sur cette 612 qui desservait le lotissement du Pont et l'extension Charles-Martel, et qu'il faut le prendre en compte. Nous avons un courrier, si cela peut vous aider. C'est une aide que je vous propose.

Madame JANNIN

Très bien, merci.

Monsieur le Président

Nous allons prendre en compte dans l'étude votre proposition, car elle paraît frappée du coin du bon sens. Madame le Maire de Saint Jean de Védas.

Madame GUIRAUD

Juste très rapidement, Monsieur le Président, mes chers collègues, pour remercier le travail fait par la Métropole pour arriver à booster un peu ce dossier. Sur la RD 612 et 613, cela fait longtemps que nous attendons que quelque chose soit fait. Vous savez que le territoire de Saint Jean de Védas est balaféré actuellement par ces routes départementales. Il est très important pour nous que nous ayons le soutien de la Métropole, donc je tenais à vous en remercier particulièrement.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Merci beaucoup. Nous votons l'affaire 13. Monsieur Moure.

Monsieur MOURE

Juste une précision, Monsieur le Président, mes chers collègues : sur ce dossier, je pense qu'il serait utile d'élargir un peu l'étude quant aux aspects qu'elle peut revêtir. Nous parlons de la 612 par rapport à Saint Jean de Védas, c'est évoqué dans la délibération : plusieurs voiries sont concernées, notamment le prolongement de la 750.

Il y a également un dossier qui concernait le Département. Ce n'est pas la Métropole qui en a la compétence, mais le LICOM, le Lien intercommunal entre Fabrègues, 185 Saint Jean de Védas, et en remontant vers Pignan, Saint Georges d'Orques.

Je pense que dans le cadre de cette étude, il serait bon que la réflexion revienne sur ce dossier. Nous ne sommes pas dans une liaison Nord-Sud, nous sommes dans une liaison de première couronne qui a vocation essentiellement intercommunale. Quand nous parlons de CPER comme vous l'avez fait, quand nous parlons d'aménagement de la Métropole, je pense que nous devons avoir une vision très large et également très précise de l'intérêt à combiner les transports en commun (la ligne 5 arrive à Lavérune), le problème du ferroviaire, le prolongement de l'extension de la ligne Saint Jean de Védas vers Fabrègues, Cournonterral, Cournonsec – tout cela est à combiner avec l'étude routière.

Je pense que ce serait une erreur (ce n'est pas forcément ce qui est prévu) de ne pas l'évoquer. Je le cite car cela me paraît important. Il n'y a qu'à voir à l'Ouest de Montpellier la pagaille, comme cela l'est ailleurs au point de vue voirie, au moment des heures de pointe : nous ne pouvons pas faire l'économie d'approfondir à travers cette étude l'intérêt de la voirie se réaliser, en liaison avec d'autres partenaires. Ce n'est pas uniquement le problème de la Métropole. Le Département est concerné, a squeezé complètement le LICOM, alors qu'il devait être fait à un certain moment. Je pense qu'il faut revenir là-dessus.

Monsieur le Président

Je suis tout à fait de votre avis, Monsieur Moure, et je vais même vous dire mieux : cela fera partie des discussions que nous aurons avec le Département dans le cadre des transferts de voiries liés aux transferts de compétences sur le territoire de la Métropole à partir de 2017. Vous savez que la loi nous demande que, s'il n'y a pas de discussion avec le Département, l'ensemble des compétences passe à la Métropole d'emblée. Donc, l'intérêt des deux parties est de discuter avant. J'ai demandé un rendez-vous, j'attends, je suis patient. Vous voyez Monsieur Larue !

Monsieur MOURE

La réalisation du LICOM évite, en venant de l'ouest (du secteur de Gigan ou autre), la thrombose à Saint Jean de Védas. Si nous la combinons avec le prolongement de la ligne de tramway de Saint Jean de Védas vers l'ouest, nous aurons résolu en grande partie l'incohérence actuelle que nous avons à observer, d'autant que la 685 se reporte sur la 612 et cela concerne Saint Jean de Védas en plus du prolongement de la 750.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord. Qui veut prendre la parole sur ce sujet ? Je mets aux voix l'affaire 13. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : COHESION SOCIALE – PROJET DE RENOVATION URBAINE – COMMUNE DE MONTPELLIER – AVENANTS TECHNIQUES N° 9 PRUMOSSON, N° 11 PRU CENTRE ET N° 11 PRU CEVENNES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Cohésion sociale, il s'agit là du projet de rénovation urbaine de la commune de Montpellier. Souhaitez-vous des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. C'est un large consensus, ce soir ! C'est merveilleux.

AFFAIRE N° 15 : COHESION SOCIALE – KAINA – ACTION REPORTERS CITOYENS NUMERIQUES – CONVENTION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 15, cohésion sociale Kaina, action Reporters citoyens. Ce sont 15 000 euros de subventions pour Kaina TV, sur le grand mail. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION – DEFINITION DE LA COMPOSITION DU FUTUR CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 16, définition de la composition du futur Conseil d'administration de l'Office du Tourisme. C'est important parce que dans la mesure où la Métropole prend la compétence tourisme à partir de janvier 2016, nous allons avoir des modifications légales dans la gouvernance, auxquelles nous devons nous astreindre. Monsieur Cousquer.

Monsieur COUSQUER

Monsieur le Président, chers collègues, peut-être juste, si vous me le permettez, un mot pour dire comment nous pouvons apprécier la dernière saison touristique. Il y a énormément d'éléments positifs et ces éléments positifs se retrouvent dans la plupart des compartiments sur lesquels nous avons pu jusqu'à présent les mesurer, que ce soit en nombre de personnes accueillies, que ce soit au niveau du nombre de congrès qui ont été pendant le premier semestre réalisés sur la Ville ou sur la Métropole, que ce soient les différentes réservations, que ce soit la fréquentation des sites Internet, etc. Tous ces éléments que nous pouvons mesurer sont en augmentation, en progression entre 15 et 30 % suivant chacun d'entre eux.

Certes, nous pouvons penser que pour les mois d'été, le beau temps y est pour quelque chose, mais je pense que nous pouvons aussi affirmer que c'est parce que nous avons fixé un certain nombre d'objectifs à l'office et que nous avons ciblé un certain nombre de priorités, que nous avons réussi à en retirer des bénéfices et à accueillir un plus grand nombre de visiteurs. D'ailleurs, les professionnels dans les différentes catégories (restauration, hôtellerie, commerce) sont (de manière un peu différenciée bien sûr) d'accord pour porter la même appréciation. Je tenais à dire cela parce que cela signifie que les objectifs que vous avez donnés à l'activité et à l'attractivité touristique en matière y compris économique, sont des objectifs à la fois pertinents et accessibles, pourvu que l'on mette de la cohérence, de l'intelligence et de la transversalité dans nos activités.

La deuxième chose est un peu plus épineuse. Nous savons depuis quelques mois qu'aura lieu au printemps prochain, au mois d'avril, à Montpellier, une manifestation internationale extrêmement importante qui s'appelle Rendez-vous en France, qui est organisée par l'agence Atout France qui est un organisme du Secrétariat d'Etat au tourisme. Nous ne voyons pas dans le partenaire régional (qui est le partenaire institutionnel pour l'instant que cette agence a désigné) toute la transparence, l'information, la coordination qui seraient nécessaires pour donner le maximum d'ampleur et le maximum d'efficacité à cette initiative.

D'autant que cette initiative aura lieu à l'échelle de la nouvelle région : il faudrait donc prendre la mesure de cette nouvelle donnée pour pouvoir travailler avec la Métropole de Toulouse aussi, pour réaliser les meilleures conditions d'accueil de ces tour-opérateurs qui seront concentrés à Montpellier au nombre de plus d'un millier venant de l'ensemble des continents.

J'en viens maintenant à la délibération. Elle porte sur la composition du futur Conseil d'administration de l'Office de Tourisme métropolitain et vous demande donc d'approuver d'une part la transformation de l'Office de Tourisme de Montpellier en Office de Tourisme métropolitain par fusion et absorption des différents organismes (l'un est associatif, c'est celui de Castries, et les autres sont intégrés aux activités municipales) pour avoir une association qui regroupe l'ensemble de l'activité touristique à l'échelle de la Métropole.

Nous demandons aussi dans la délibération, parce que c'est au Conseil métropolitain d'en décider, que cette structure administrative soit gouvernée par un Conseil d'administration dans lequel le Conseil métropolitain

désignera quatorze de ses représentants et six personnalités qualifiées. Les différents organismes sociaux, professionnels, institutionnels ayant en charge l'activité touristique désigneront 18 de leurs représentants.

Au sein de ce Conseil d'administration sera constitué un Bureau qui pourra avoir les activités de coordination et la réactivité nécessaire. En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de bien vouloir approuver les modalités d'organisation et de gouvernance de l'Office de Tourisme et des congrès métropolitain ;
- d'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'Office de Tourisme de Montpellier à approuver les modifications statutaires entraînant la création de l'Office du Tourisme métropolitain ;
- d'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'Office de Tourisme de Montpellier à voter en faveur de la fusion-absorption Via Domitia dans l'Office de Tourisme métropolitain ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur Cousquer. Engagement tenu : le transfert de la compétence tourisme à la Métropole pour travailler en meilleure corrélation et à meilleure échelle avec le territoire, pour avoir des liaisons partenariale, dans le cadre du Parlement de territoire, avec les autres intercommunalités qui possèdent des offices de tourisme et pour être à la bonne échelle avec la Région qui a également la compétence tourisme. Il y avait des Comités départementaux. Nous nous hissons à une échelle respectable en termes de tourisme, qui est une industrie florissante en Languedoc-Roussillon et sur le grand territoire de Montpellier.

Vous avez la parole. Je mets aux voix et Monsieur Cousquer ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie et je remercie Monsieur Cousquer.

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION – ANNONCE DU CLASSEMENT EUROPEEN UBI INDEX 2015 – REMISE DE PRIX

Monsieur le Président

Affaire 17 : Madame Marion va nous faire un peu le point sur le BIC qui a eu un prix européen. Je l'engage à nous présenter l'affaire puis je ferai un ou deux commentaires. Il y en a qui prennent la parole dans la presse et qui ne sont pas au courant des dossiers, donc je vais les éclairer. Et je chargerai Madame Marion, qui demain sera à Toulouse, de les éclairer également. Allez-y, Madame Marion.

Madame MARION

Avec plaisir, Monsieur le Président. Le BIC a eu un nouveau prix. J'ai été obligée de partir rapidement à Turin – vous ne m'avez pas accompagnée, Monsieur le Président, vous étiez à Milan. Vous n'êtes pas venu à Turin avec moi, je suis partie à Turin.

Monsieur le Président

Qu'à cela ne tienne, Madame Marion, nous y retournerons ensemble.

Madame MARION

Je ne suis pas jalouse. Je suis arrivée à Turin, on a insisté pour que nous y allions et il y avait une bonne raison : le BIC a obtenu un nouveau prix, il est donc classé deuxième incubateur au niveau européen. Le premier est un Irlandais. Moi, j'aime bien l'Irlande donc cela ne me gêne pas. Il est important, ce prix, car au niveau européen, ce classement est un classement des incubateurs qui travaillent aussi bien avec les universités qu'avec les entreprises.

Il y avait trois classements : un classement des incubateurs qui sont uniquement avec les universités ; les incubateurs comme les nôtres qui travaillent avec les universités et toutes les écoles ou les pôles de compétitivité ; et avec les entreprises. Ce qui prouve que nous représentons l'idéal de ce que peut être un incubateur en Europe. Voilà pour cela.

J'ai fait le déplacement, je suis revenue, je n'ai pas le prix car je l'ai laissé au BIC. Ils accumulent les prix, ils les accrochent au mur. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion, et merci à toute l'équipe du BIC, à la Directrice, au service économique de la Métropole. Vous qui serez en Midi-Pyrénées demain, dites aux candidats et surtout aux candidates que nous avons bien un BIC Montpellier et qu'il n'est nul besoin d'en créer un. C'est ce que j'ai lu dans la presse : nous avons comme proposition la création du BIC de Montpellier, alors que nous venons de recevoir le prix européen. Un peu de décence dans les informations !

Madame MARION

J'ai répondu, d'ailleurs, Monsieur le Président, vous l'avez vu.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Je mets aux voix l'affaire 17. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, toujours Madame Marion pour la convention de financement entre la Métropole et l'association Groupe Sup de co.

Madame MARION

C'est une subvention que nous versons régulièrement à Sup de co. Sup de co, vous le savez, c'est évidemment une école dotée d'une véritable gouvernance, et le programme actuellement de relocalisation de son campus n'est pas à l'ordre du jour. Il faut que vous sachiez quand même qu'au niveau de la Métropole, ils vont passer de 2 400 à 3 000 étudiants en formation initiale. C'est très important pour l'image de la Métropole au niveau de tout ce que représentent nos étudiants.

Effectivement, cette école se place dans les cinquante premières places, de nouveau, du prestigieux classement mondial du *Financial Times*. C'est très important pour l'image de Montpellier. Nous portons un soutien à Sup de co pour l'aider à accomplir des missions, tant par la formation initiale que par la formation professionnelle – l'apprentissage est quelque chose de très important qu'il va falloir fortifier, tant au niveau de la Métropole qu'au niveau de la Grande Région, excusez-moi d'en parler également. C'est une subvention de 100 000 euros que nous proposons pour l'école Sup de co. Je m'entraîne pour demain, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

C'est ce que j'étais en train de dire ! Mais c'est parfait comme cela, ne changez rien, cela roule.

Qui veut des explications ? Je vois Sup de co, je pense au Président de la CCI et j'en profite pour faire un petit rectificatif d'une autre puce il y a une semaine. On m'a expliqué que j'avais confondu au dernier Conseil municipal la CCI et le CLIP. Je n'ai rien confondu du tout. Je demande aux journalistes de faire attention à ce que l'on raconte. J'ai les vidéos. C'est bizarre, ce qui se passe au *Midi libre*, en ce moment. Bizarre !

Monsieur le Président

Le rouge du bandeau ressemble à *La Dépêche du Midi*. Là, ce n'est pas de la non-information, c'est de la désinformation. Je n'ai jamais dit cela. Je ne confonds pas le CLIP et la Chambre de commerce. Le CLIP est une association de représentants des filières, des branches, et la CCI est l'ensemble de la Chambre de commerce et d'industrie. Je ne me suis pas trompé du tout. D'ailleurs, si je m'étais trompé, Madame Perez m'aurait fait les gros yeux du fond de la salle. Prière de ne pas écrire n'importe quoi, *please*, ou de le rectifier. Toute la journée je rectifie, en ce moment.

Je fais voter l'affaire 18. Contre ? Abstentions ? Madame Touzard, pardon.

Madame TOUZARD

C'était juste pour savoir si la convention qui sert de soubassement à cette subvention stipule des actions en particulier, ou un partenariat particulier, les 100 000 euros.

Monsieur le Président

C'est un partenariat institutionnel depuis plusieurs années. Je vais vous expliquer un truc : en fait, c'est une subvention cumulée. Théoriquement, c'est 50 000 euros par 50 000 euros. L'an dernier, la subvention n'a pas été donnée. Nous avons rattrapé une année.

Je mets aux voix la 18. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19, toujours développement économique, soutien aux manifestations. Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COFINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Affaire 20, cofinancement des projets de maturation de la SATT AXLR, attribution de subventions, 70 000 euros. Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ?

Monsieur LARUE

Une petite question périphérique sur la French Tech et tout le numérique. J'ai vu que le Président Hollande a reçu la semaine dernière des dirigeants de Microsoft qui apportait une dotation de 70 millions d'euros pour certaines pépinières et certains incubateurs français. Je voulais savoir si nos incubateurs étaient concernés par cette manne et si ce n'est pas le cas, si nous avons une chance de récupérer quelque chose à terme, de ces 70 millions d'euros. J'ai vu Grenoble, j'ai vu Paris, j'ai vu Lyon, mais je n'ai pas vu Montpellier. Mais je n'ai pas lu l'intégralité du communiqué de presse – je n'ai pas toute la liste. C'est juste une question.

Monsieur le Président

Madame Marion va vous répondre.

Madame MARION

Ecoutez, je suis quasiment sûre que nous aurons une dotation, d'autant plus que dernièrement, Axelle Lemaire a encore été là pour OpenCité. J'en ai discuté avec elle. La semaine prochaine, pour le DigiWorld Summit, Madame Axelle Lemaire ne veut pas venir mais elle envoie quelqu'un pour en parler. Avec toutes les entreprises présentes sur le DigiWorld Summit et le Montpellier In Game, Nous aurons l'occasion d'en reparler et je suis certaine qu'il y aura des retombées sur Montpellier. C'est incontournable, vu que le Petit Poucet grandit très bien. Ce matin encore à *Midi libre* j'ai fait une interview sur la French Tech. Cela fait un an. Nous fêtons l'anniversaire de la labellisation French Tech. Nous déposerons notre feuille de route fin 2015. Elle est à jour. Effectivement, ces subventions vont être en fonction des personnes qui rendent leur feuille de route dans les temps avec évidemment la réponse aux indicateurs qui ont été donnés. Ne vous faites pas de souci. Nous avons eu la visite des personnes.

Monsieur LARUE

Je ne me fais pas de souci, c'était une question ouverte.

Madame MARION

Je réponds à votre question et je vais dans votre sens en vous disant que ces subventions auront des retombées directement sur les entreprises. Cela ne transite pas du tout par la Métropole.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 20. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2015 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE, LA SAAM ET LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 21, Salon de l'immobilier d'entreprise SIMI. Qui demande des explications ? Pas de question ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SYNDICAT HERAULT ENERGIE (SHE) – ELECTION

Monsieur le Président

Affaire 22 : organismes extérieurs, Syndicat Hérault énergie, élection. Là, je vous propose la candidature de Madame Michelle Cassar et nous devons voter à bulletin secret.

AFFAIRE N° 23 : FINANCES – BUDGET 2015 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 – ADOPTION (ENVOYE LE 30/10/2015)

Monsieur le Président

Pendant que l'urne déambule (c'est comme un référendum du PS !), je passe à l'affaire suivante : c'est l'affaire 23. Décision modificative numéro 1 et je passe la parole à Max Lévi.

Les scrutateurs seront Monsieur Abert et Madame Acquier. Si, elle est là, Madame Acquier !

Monsieur LEVITA

Mes chers collègues, si vous avez pris connaissance de cette décision modificative, vous avez pu constater que c'est une décision d'ajustement essentiellement, qui se marque pour le budget principal en fonctionnement par une diminution de 1 500 000 euros, qui nous permet toutefois de dégager 1 400 000 pour la virer sur la section d'investissement.

En recettes, il y a simplement des ajustements qui portent sur une somme de 106 000 euros. En ce qui concerne le budget d'investissement, c'est un budget d'ajustement de dépenses. Un certain nombre d'opérations sont marquées avec le signe moins. Je vous indique, mes chers collègues, qu'il ne s'agit pas obligatoirement de dépenses en moins : il s'agit dans la plupart des cas de reports que nous retrouverons l'année prochaine. Au total, ce budget se marque par une diminution de 5 millions.

En ce qui concerne les recettes et pour équilibrer, au total cela nous permet de diminuer le montant de nos emprunts de la somme de 6 500 000 euros. Sur les budgets d'assainissement, il y a des opérations sur lesquelles nous allons revenir dans un moment (il va y avoir deux modifications en AP et en CP) et sur les autres budgets il y a simplement des opérations d'équilibre et de remise en ordre qui ne présentent pas de difficulté ni de très grande importance.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Max Lévi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : FINANCES – AFFECTATION ET MODIFICATION D’AFFECTATION DES SUBVENTIONS – DECISION MODIFICATIVE 2015 N° 1 – ADOPTION (ENVOYE LE 30/10/2015)

Monsieur le Président

Affaire 24 : affectation et modification. Qui veut des explications auprès de Max ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DECISION MODIFICATIVE 2015 N° 1 – REVISIONS D’OPERATIONS – ADOPTION (ENVOYE LE 30/10/2015)

Monsieur le Président

Affaire 25 : vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative 2015 numéro 1. Max ?

Monsieur LEVITA

Essentiellement, sur le budget d’assainissement, il s’agit de modifications sur le réseau intercepteur Est et sur les stations d’épuration. Il y a des révisions de l’AP, avec un enregistrement en ce qui concerne les CP : ce sont les opérations qui figuraient dans le budget d’assainissement que vous venez d’accepter. Cela se marque par +31 000 euros pour le réseau intercepteur est, cela se marque par 2 250 000 pour le réseau intercepteur secteur amont et +600 000 sur la station épuration pour Sussargues et Saint-Geniès-des-Mourgues.

Monsieur le Président

Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix l’affaire 25. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 26 : FINANCES – ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L’ANNEE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 26 : admissions en non-valeur. Il s’agit de la somme de 151 266,43 euros. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 27 : FINANCES – REGIES – DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 27, régies : demande de remise gracieuse. Qui demande des explications auprès de Max Lévit, rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 28 : FINANCES – TAXE D'AMENAGEMENT – MODALITES D'ETABLISSEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28, taxe d'aménagement modalités d'établissement, Max Lévit.

Monsieur LEVITA

Sur la taxe d'aménagement, nous avons une interrogation. Les textes n'étaient pas très précis donc Monsieur Fina a interrogé la Préfecture et une réponse très précise nous a été donnée après que la décision a été prise. Nous avons bien fait d'être en avance. Le Préfet nous confirme que la part communale de la taxe d'aménagement sur les communes constituant la Métropole revient de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2015, à la Métropole.

Dès lors, je vous lis la lettre du Préfet : *« Une période transitoire sur l'année 2015 est instaurée. Les métropoles créées au 1^{er} janvier 2015 n'ayant pas eu la possibilité matérielle de délibérer sur les taxes d'aménagement avant le 30 novembre 2014, pendant cette période transitoire les délibérations communales antérieures ont donc été appliquées. »* Il est important de savoir, mes chers collègues (je l'avais indiqué précédemment à la Conférence des Maires), qu'à défaut de délibération ce soir avant le 30 novembre 2015, le taux de la taxe d'aménagement revenait à 1 %. Aujourd'hui, ces taxes dans la plupart des communes sont à 5 %, sauf dans la commune de Vendargues qui est à 4 %. Il y a également des communes qui ont des secteurs particuliers, par exemple Restinclières et Lattes, pour des raisons particulières sur lesquelles nous pouvons donner une explication.

Je vous propose, mes chers collègues, d'accepter le principe de cette délibération. Nous proposons de fixer le taux à 5 % sur l'ensemble des communes de la Métropole, en notant bien la commune de Restinclières et la commune de Lattes pour le secteur de Boirargues, ainsi que je vous l'ai indiqué. Premièrement, nous fixons le taux à 5 %.

Deuxièmement, en ce qui concerne les exonérations facultatives, je vous propose d'exonérer partiellement le logement social afin de ne pas pénaliser les bailleurs sociaux, donc d'exonérer à hauteur de 40 % de la surface, les logements d'habitation et d'hébergement qui sont financés par l'Etat et qui relèvent des PLUS, étant précisé que les logements aidés relevant des PLAI sont exonérés de plein droit.

Enfin, troisièmement, je vous propose de majorer la valeur des places de stationnement en surface pour que nous ayons une taxation similaire pour une place de stationnement fermée et une place de stationnement en surface, et à ce titre de la fixer à la valeur de 5 000 euros par place. Je crois que j'ai tout dit.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Qui veut des explications ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, juste une question concernant le chiffre de 40 % concernant les exonérations facultatives sur les logements sociaux. Je n'avais pas pris connaissance de ce chiffre, je voudrais savoir comment il a été calculé et par qui.

Monsieur LEVITA

Par qui, je ne peux pas vous le dire. C'est ce qui existait précédemment dans la plupart des communes et en particulier à la Ville de Montpellier. Ce chiffre a été, je vous l'avoue, reconduit.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 28. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Adoptée.

AFFAIRE N° 29 : HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPETENCES – FINANCEMENT – TAXE D'AMENAGEMENT – AVENANT N° 1 AUX CONVENTIONS DE REVERSEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 29, il s'agit d'actualiser le reversement d'une partie des produits de TA des communes à la Métropole. Monsieur Lévit.

Monsieur LEVITA

Il faut bien voir que nous sommes dans une situation transitoire et c'est ce qui complique les opérations. Je rends hommage très sérieusement aux services qui arrivent à jongler avec ces différentes opérations. Dans ce cadre, nous allons toucher la taxe d'aménagement pour 2016. Nous sommes en 2015 dans une année transitoire. Avec les communes, nous sommes en train de signer un certain nombre d'avenants aux conventions de reversement et là, je vous en propose huit étant entendu qu'il y aura d'autres conventions de reversement avec les autres communes. C'est ce qui a trait pour l'année 2015.

Pour l'année 2016, la taxe va être perçue par la Métropole. A l'heure actuelle, nous avons des groupes de travail qui associent les 31 communes pour savoir dans quelles conditions et comment ce sera partagé entre la Métropole et les 31 communes. Je pense que je vous présenterai ce dossier lors de la prochaine session du Conseil.

Juste un dernier mot, Monsieur le Maire, juste un mot d'information. Vous avez vu, mes chers collègues, que le Gouvernement a retiré la réforme de la dotation globale de fonctionnement. N'espérez pas que notre situation en soit améliorée pour autant. Un certain nombre croit au Père Noël, le Père Noël ce n'est pas en ce qui concerne les finances locales, ce n'est pas prévu pour l'instant.

Monsieur le Président

Qui demande d'autres explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Une abstention.

AFFAIRE N° 30 : HORS COMMISSION – AVENANT N° 3 A LA CONVENTION DE GESTION PROVISOIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30, avenant numéro 3 à la convention de gestion provisoire. Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER – AVENANT N° 1 AVEC LES COMMUNES DE JUVIGNAC, JACOU ET PIGNAN – AVENANT N° 2 AVEC LES COMMUNES – APPROBATION

Monsieur le Président

31, convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole. Qui veut des explications auprès de Max Lévi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 32 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – DOMAINE DE LA PROVIDENCE – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR – CONTRAT-TYPE DE LOCATION – TARIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 32, Domaine de la Providence, modification du règlement intérieur, qui veut des explications auprès de Madame Guiraud ? Un petit mot, Madame Guiraud, parce que le Domaine de la Providence va peut-être évoluer.

Madame GUIRAUD

Il va peut-être évoluer, Monsieur le Président, mais en attendant il s'agit d'adopter le nouveau contrat type de location mis en place pour le Domaine de la Providence. C'est un dossier que nous pouvons présenter avec le rapport 33 puisqu'il s'agit également du contrat type de location où vous avez des tarifs différenciés.

Pour le Domaine de la Providence, que vous louiez l'intégralité du domaine ou simplement une partie, avec bien entendu la réduction de 10 % si vous avez le pass Métropole et demi-tarif ou forfait de base si vous êtes une association à caractère social, culturel ou sportif et que vous ayez des recettes de la manifestation ou pas de recettes, ce sont des tarifs très intéressants.

C'est tout ce que j'avais à dire de particulier sur ces dossiers, dans l'immédiat.

Monsieur le Président

Si vous êtes d'accord, je fais voter la 32 et la 33. Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Juste une toute petite remarque. Nous aurions pu imaginer que les syndicats de la Métropole aient le même traitement que les unions locales départementales et régionales syndicales. Je rappelle au Président qui est comme moi un amateur d'histoire, que Fernand Pelloutier était le fondateur des bourses du travail qui était la dimension interprofessionnelle du syndicalisme français.

Monsieur le Président

Qui est contre, affaire 32 ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 33 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – SALLE FERNAND-PELLOUTIER – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR – CONTRAT-TYPE DE LOCATION – TARIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N° 3957BISMG15 DE PRESTATIONS DE SECURITE DES MANIFESTATIONS ET PROTECTION DE L'INTEGRITE PHYSIQUE DES PERSONNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Monsieur le Président

Affaire 34, administration générale : marché de prestations sécurité des manifestations et protection de l'intégrité physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole. Pas de demande d'explication auprès du rapporteur Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 35 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N° 2812MG11 – PRESTATIONS DE SECURITE DES MANIFESTATIONS ET PROTECTION PHYSIQUE DES PERSONNES – AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34, prestations de sécurité des manifestations et protection physique des personnes. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 36 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – MARCHÉ N° 4137MG15 D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS EN GENIE CLIMATIQUE

D'UNE PARTIE DES BATIMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE

Monsieur le Président

36, énergie et transition énergétique, marché d'exploitation et de maintenance des équipements en génie climatique d'une partie des bâtiments de la Métropole. Qui veut des explications auprès de Michelle Cassar, avec qui nous avons inauguré la chaufferie bois de Joffre ce matin qui aura en charge le chauffage, le réseau de chaleur de 80 immeubles, dont l'hôtel de Région ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : RESSOURCES HUMAINES – REGIME INDEMNITAIRE – MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE

Monsieur le Président

Affaire 37 : régime indemnitaire. Qui veut des explications auprès de Pierre Bonnal ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : RESSOURCES HUMAINES – INSTAURATION D'UNE INDEMNITE DEGRESSIVE EN REMPLACEMENT DE L'INDEMNITE EXCEPTIONNELLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 38 : instauration d'une indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle. Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Affaire 39 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE – MARCHE 4107DC15 – MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS CULTURELS ET FUNERAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – PROCEDURE DE CONSULTATION – ELECTION DES MEMBRES DU JURY

Monsieur le Président

Affaire 40 : maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier. Qui veut des explications auprès de Régine Illaire, Vice-Présidente ? Il s'agit de procéder à l'élection des membres du jury et je vous propose la candidature des titulaires suivants : Pierre Bonnal, Rosy Bueno, Guy Barral, Laurent Jaoul et Bernard Travier. Suppléants : Catherine Dardé, Gérard Castre, Robert Cotte, Joël Raymond et Pascal Krzyzanski.

Y a-t-il d'autres candidats ? Pas d'autre candidat ? Je vais vous faire procéder au vote par bulletin secret. Vous mettez « *liste 1* » si vous êtes d'accord et vous mettez autre chose si vous n'êtes pas d'accord.

AFFAIRE N° 41 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE – SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE – AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (SD'AP) DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je poursuis : affaire 41, gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie. Il s'agit là du Schéma Directeur. La parole est à Régine Illaire.

Madame ILLAIRE

L'affaire 41 concerne le Schéma Directeur d'Accessibilité, l'agenda d'accessibilité programmée du réseau de transports en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, soit le SD'AP. Nous avons eu l'ADAP pour les bâtiments culturels et funéraires, maintenant nous avons le SD'AP pour les transports en commun. L'obligation d'accessibilité du réseau de transport concerne plus la totalité des points d'arrêt, mais l'aménagement des points d'arrêt prioritaires. Ce sont uniquement les arrêts prioritaires. Sur les 1 115 arrêts, 705 sont qualifiés de prioritaires. 531 arrêts ont déjà fait l'objet de travaux. Il reste donc 174 arrêts de bus qui doivent faire l'objet de travaux de mise en accessibilité dans le cadre du SD'AP entre 2016 et 2018. Tous ces travaux sont vus en concertation continue avec le Comité de liaison des personnes handicapées.

Monsieur le Président

Merci Madame Illaire. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : CULTURE – MUSEE FABRE – ACCORD-CADRE N° 4112DC15 DE TRANSPORT D'ŒUVRES POUR LE MUSEE FABRE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT – AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 43, culture, musée Fabre, accord-cadre de transport d'œuvres pour le musée Fabre, lancement d'un appel d'offres. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ?

Monsieur TRAVIER

Nous en avons sauté une.

Monsieur le Président

Qu'avons-nous sauté ?

Monsieur TRAVIER

La 42.

Monsieur le Président

Pardon ! Nous allons faire voter la 43 si vous êtes d'accord. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : CULTURE – FONDS SPECIAL CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Je reviens à la 42 : fonds spécial culture, affectation de subventions. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE – MUSEE FABRE – MARCHE N° 4111DC15 DE TRANSPORT DES ŒUVRES DE L'EXPOSITION « FREDERIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » AU MUSEE FABRE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT – AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44 : musée Fabre, transport des œuvres de l'exposition Frédéric Bazille. Bernard Travier.

Bernard TRAVIER

Il s'agit d'un marché de transport qui concerne l'exposition Frédéric Bazille, qui est organisée par le musée Fabre, le musée d'Orsay et la National Gallery de Washington. Le musée Fabre va emprunter des œuvres qui proviennent des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Ecosse, de France, du Japon, de Roumanie, de Russie et de Suisse. Pour organiser leur transport, nous allons donc lancer une procédure d'appel d'offres

européen visant à la conclusion d'un marché de prestation de services qui concerne l'emballage, le transport aller, retour, etc. Le global estimatif est de 650 000 euros et il y a, vous l'avez vu, deux parties dans ce marché. Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir autoriser le lancement de l'appel d'offres.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Travier. Qui souhaite des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Affaire 45 : musée Fabre, demande de subvention FRAM.

44, pardon : marché numéro 4111DC15 de transport des œuvres. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE – MUSEE FABRE – DEMANDE DE SUBVENTION FRAM – APPROBATION

45 : musée Fabre, demande de subvention FRAM. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE – MUSEE FABRE – DEMANDES DE SUBVENTIONS 2016 – AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 46 : demande de subventions 2016. Qui veut des explications ? Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSEE DU LOUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47 : convention de partenariat avec le musée du Louvre. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SOCIETE MEDIAFFICHE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 48 : convention de mécénat avec la société Médiaffiche. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ESSOR – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

49, musée Fabre, convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association ESSOR. Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE – MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE-ZOLA – COMEDIE DU LIVRE 2016 ET DEVELOPPEMENT D'UNE RESIDENCE D'ECRIVAINS – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE, DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50, affaire 49... convention de partenariat entre le musée Fabre, je l'ai fait déjà voter, celle-là.

50, médiathèque centrale Emile-Zola, Comédie du livre 2016, développement d'une résidence d'écrivains, demande de subvention. Bernard Travier.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, j'ai du mal à suivre. On est sur la... ?

Monsieur le Président

50.

Monsieur TRAVIER

Comédie du livre, demande de subvention auprès du CNL. La Comédie du livre, cette année, vous le savez, est gérée par Madame Liza, je tiens à le rappeler, qui est élue à la Ville, mais c'est une opération qui opère son transfert.

Monsieur le Président

Monsieur Travier, Madame Liza est Conseillère municipale déléguée auprès de vous. Je le dis pour ne pas qu'il y ait de confusion chez nos collègues. Madame Liza n'est pas élue de la Métropole.

Monsieur TRAVIER

Je dis « *sous ma responsabilité* », mais je ne veux pas passer sous silence le fait qu'elle collabore avec moi et qu'elle s'investit beaucoup dans cette manifestation. Donc il y a une possibilité pour nous, c'est d'obtenir une subvention du Centre national du livre, qui nous l'accorde chaque année. Il est demandé au Conseil d'approuver cette demande de subvention.

Monsieur le Président

La Comédie du livre qui se déplace sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Monsieur TRAVIER

Absolument.

Monsieur le Président

Engagement tenu. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE – MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE-ZOLA – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT LIES A L'ORGANISATION D'UNE RENCONTRE AVEC LE POETE SYRO-LIBANAIS ADONIS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 51, médiathèque centrale Emile-Zola, prise en charge des frais de déplacement. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE – MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE-ZOLA – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DU LIVRE ET DE LECTURE AUPRES DES PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

52, toujours Emile-Zola, convention de partenariat. Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE AIME-CESAIRE – MARCHE N° 3567DC15 – LOT N° 2 : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53, reconstruction de la médiathèque Aimé-Césaire. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE – MARCHE N° 4116DC15 DE PRESTATIONS D'EQUIPEMENT MATERIEL DES COLLECTIONS DU RESEAU DES MEDIATHEQUES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 54 : prestations d'équipement matériel des collections du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Pas de demande particulière ?

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, je voudrais apporter une précision.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Travier.

Monsieur TRAVIER

Le lot n° 4 comporte une clause sociale. Cela signifie que ce lot est réservé aux entreprises de réinsertion. Elles ont la possibilité de soumissionner. Je regrette une nouvelle fois (lors de la commission d'appel d'offres, je l'ai rappelé et regretté à plusieurs reprises) que les ESAT ne participent pas aux appels d'offres parce que cela donnerait beaucoup de travail aux personnes souffrant de handicap. Il y a peut-être une difficulté pour les ESAT à entrer sur le système informatique de la Métropole, mais je rappelle que les services de la Métropole sont prêts à donner les informations dont ces établissements auraient besoin, ce qui permettrait d'impliquer davantage des personnes souffrant de handicap dans les marchés publics.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Qui veut d'autres explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Je vous donne les résultats de l'élection d'un représentant titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité syndical Hérault énergie. 90 présents, 90 votants, trois nuls, six blancs, Madame Cassar est élue à 81 voix.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION OPERA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LE SPECTACLE « MUSIQUES COSMIQUES » – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55 : planétarium Galilée, convention de partenariat avec l'association Opéra orchestre national pour le spectacle « Musiques cosmiques ». Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Mettre aux voix la musique cosmique, c'est pas mal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur Larue. Je me disais, aussi !

Monsieur LARUE

Qu'est-ce que la musique cosmique ?

Monsieur le Président

C'est une musique qui vient du ciel.

Monsieur le Président

Et comme le disait Saint-Augustin, « *chanter c'est deux fois prier* ». J'ai le droit de le dire, cela ? Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Saint-Augustin.

Monsieur LARUE

Cela ne plaira pas au MJS.

Monsieur le Président

Ils n'ont qu'à aller taper à la porte de Saint-Augustin lui-même, *himself*. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA MUSEE HENRI-PRADES – ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE – AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, 56, site archéologique Lattara, actualisation des tarifs de la boutique. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA MUSEE HENRI-PRADES – CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION « L'ECRITURE DE L'EGYPTE ANCIENNE » – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

57, toujours le site Lattara, contrat de coorganisation de l'exposition « L'Ecriture de l'Egypte ancienne ». Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE – CORUM – MARCHE N° 4117DC15 – TRAVAUX D'ETANCHEITE DE TOITURES-TERRASSES, D'ESCALIERS, DE FAÇADE PIERRE, DE MAÇONNERIE, DE VERRIERES, DE SERRURERIE ET D'ASCENSEUR – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 58 : Corum, travaux d'étanchéité de toitures-terrasses. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? C'est un budget important : 2 595 960 euros. On met en étanchéité le toit du Corum, les serrureries, les verrières, l'ascenseur, etc.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL – PROTOCOLE D’ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SMABTP, AXA ASSURANCES IARD, MMA ET QUALICONSLT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

59, Conservatoire à Rayonnement Régional, protocole d’accord transactionnel avec la SMABTP, AXA assurances IARD, MMA et Qualiconsult.

Monsieur TRAVIER

Rectification de l’intitulé : cela concerne l’ENSAD, l’Ecole Nationale Supérieure d’Art Dramatique.

Monsieur le Président

Alors, il faut le modifier.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL – CONVENTION MULTIPARTITE ENTRE LES CONSERVATOIRES DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DANS LE CADRE DU DIPLOME D’ETUDES MUSICALES (DEM) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

60, Conservatoire à Rayonnement Régional, convention tripartite entre les conservatoires de la région Languedoc-Roussillon et dans le cadre du diplôme d’études musicales.

Monsieur TRAVIER

Là aussi, Monsieur le Président, cela concerne les conservatoires de la Région Languedoc-Roussillon.

Monsieur le Président

Nous modifions.

Monsieur TRAVIER

Lors de la commission culture, j’ai demandé la modification, je ne la vois pas.

Monsieur le Président

Elle est enregistrée.

Monsieur TRAVIER

Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 61 : CULTURE – PRATIQUES ARTISTIQUES DES PUBLICS 11-17 ANS – CONVENTIONS D’OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2015 AVEC LA CAISSE D’ALLOCATIONS FAMILIALES DE L’HERAULT (CAF) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

61 : pratiques artistiques des publics 11-17 ans, convention d’objectifs et de financement avec la CAF. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITE – TRAVAUX D’EXTENSION DE L’AQUARIUM MARE NOSTRUM – TRAVAUX DE TERRASSEMENT, FONDATIONS PROFONDES, TERRASSEMENTS – MARCHE N° 257.T.09.02 – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L’ENTREPRISE CARI – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

62 : valorisation et protection animale, biodiversité. Monsieur Audrin.

Monsieur AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, il s’agit dans cette délibération de payer une indemnité à l’entreprise CARI qui s’est occupée des terrassements et fondations profondes des gros œuvres pour des travaux qui se sont déroulés de 2008 à 2010 à l’aquarium Mare Nostrum. Il s’avère que ces travaux ont eu du retard. L’entreprise CARI, normalement, devait être indemnisée pour un montant de 50 477,83 euros. Après discussion, il a été possible de diminuer cette indemnité de 1 751 euros et donc la passer à 48 725 euros. Il nous est demandé de vous autoriser à signer et à régler cette entreprise CARI.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Audrin. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE D’ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – CLOTURE DE L’EXERCICE 2015 – AVENANT N° 10 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L’ETAT – AVENANT N° 8 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L’AGENCE NATIONALE DE L’HABITAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63 : délégation de compétence d’attribution des aides à la pierre, clôture de l’exercice. Qui veut des explications auprès de Noël Séguira, Vice-Président ? C’est dans cette affaire qu’il y a une petite

modification du rapport, que vous avez validée en début de séance. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE DOMAINE DE L'ARBOUSIER LOT 9 A SUSSARGUES – RESIDENCE LES TERRASSES DU CHATEAU, RUE DU FER-A-CHEVAL A RESTINCLIERES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

64, construction de douze logements sociaux, résidence le Domaine de l'Arbousier, rue du Fer-à-Cheval à Restinclières. Toujours Monsieur Ségura. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE QUINT ET SENS – AVENUE NINA-SIMONE, ZAC PARC MARIANNE EXTENSION LOT 19 A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

65, construction de 34 logements sociaux, Quint et Sens, à Montpellier. Qui veut des explications ? Pas de demande d'explication. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 153 LOGEMENTS SOCIAUX A BEAULIEU, CASTRIES, LATTES, SAUSSAN ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

66 : construction de 153 logements sociaux à Beaulieu, Castries, Lattes, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 114 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

67 : construction de 114 logements sociaux, attribution de subvention à ACM habitat, office public de l'habitat de Montpellier. Ne prennent pas part au vote Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 68 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE EMERGENCE – 2 501 AVENUE ETIENNE-MEHUL A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68 : construction de sept logements sociaux résidence Emergence, 2501 avenue Etienne-Méhul à Montpellier. Qui demande des explications auprès de Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 69 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE O-180 – 180 AVENUE PAUL-RIMBAUD A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

69, construction de huit logements sociaux avenue Paul-Rimbaud à Montpellier. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC LE BOIS DU RENARD, LOT 88 A BEAULIEU – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

70 : construction de trente logements sociaux dans la ZAC le Bois-du-Renard à Beaulieu. Voilà un joli bois ! Comme disait Bonaparte, « *Il faut savoir quitter la peau du lion pour prendre la peau du renard.* » Et nous, on ajoute quelque chose, mais je ne le dis pas ici, je le dirai après.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE VALVERT – LOTISSEMENT LA COMBE VERTE, LOTS 5 ET 26 A SAUSSAN – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

71 : construction de douze logements sociaux, résidence le Valvert à Saussan. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : LOGEMENT – ACQUISITION – AMELIORATION D’UN LOGEMENT SOCIAL – 6 RUE DES CATALPAS A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS A LA FONCIERE D’HABITAT ET HUMANISME – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

72 : acquisition/amélioration d’un logement social locatif 6 rue des Catalpas à Montpellier. Pas de demande d’explication auprès du Vice-Président Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CITY HALL – AVENUE GERMAINE-TILLON A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

73 : douze logements sociaux à la résidence City Hall, toujours à Montpellier, 12 avenue Germaine-Tillon. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC ROQUE-FRAISSE LOT 12B A SAINT JEAN DE VEDAS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

74 : 44 logements sociaux dans la ZAC Roque-Fraïsse à Saint Jean de Védas. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Madame Demon, Monsieur Ségura et Monsieur Pellet n’ont pas pris part au vote.

AFFAIRE N° 75 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 80 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LES JARDINS D’HELIOS – LOTISSEMENT LES JARDINS D’HELIOS LOT 1 A COURNONTERRAL – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

75 : construction de 80 logements sociaux résidence les Jardins d’Hélios. Ne prennent pas part au vote Madame Demon, Monsieur Ségura et Monsieur Pellet. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : LOGEMENT – REAMENAGEMENTS DE PRETS CONTRACTES PAR LA SA D’HLM ICF SUD-EST MEDITERRANEE POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A MONTPELLIER ET BAILLARGUES – RENOUVELLEMENT DE

GARANTIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

76 : réaménagement de prêts contractés par la SA HLM ICF. Est-ce qu'il y a des demandes à formuler auprès du Vice-Président Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 77 : LOGEMENT – OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT A PIGNAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

77 : opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ». Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 78 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – FONDS SPECIAL SPORT – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

78 : affectation de subventions au fonds spécial sport. Conventions d'attribution, Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, déjà, permettez-moi de vous remercier publiquement pour le petit pot de miel. Effectivement, cette affaire ne méritait pas de la gelée royale.

Monsieur MEISSONNIER

Affectation de subventions pour le fonds spécial sport : il s'agit de subventions pour la section taurine de la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, une opération à hauteur de 1 000 euros. Il y a eu une finale de ligue au niveau de la course camarguaise. Normalement, on passe d'abord le fonds « Bougeons ensemble ». C'est le point numéro 78. Il s'agit d'animations sur la piscine Alex-Jany à Jacou, centre nautique Neptune. Vous savez qu'il y a une opération le 5 décembre 2015, avec des tarifs préférentiels de 3 euros qui nous permettent d'avoir, en récoltant les fonds, une démarche sur l'AFM. C'est le point 78. Vous le faites voter, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Meissonnier, à moins que quelqu'un ici souhaite vous interroger sur cette affaire. Je le mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Monsieur MEISSONNIER

Merci.

AFFAIRE N° 79 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – OPERATION « BOUGEONS ENSEMBLE POUR LE TELETHON » – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) A OCCASION DE L'EDITION 2015 DU TELETHON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 79.

Monsieur MEISSONNIER

Maintenant, il s'agit des subventions sur le fonds spécial sport, section taurine de Villeneuve-lès-Maguelone, qui a organisé la finale des courses de ligue : une aide de 1 000 euros.

Nous avons après une subvention sur le gala de boxe qui s'est tenu à Montpellier sur un montant de 5 000 euros ; une subvention sur le Congrès fédéral du cyclotourisme Montpellier qui sera le 5 et 6 décembre, il y aurait 500 participants, 1 500 euros.

Là, je vous laisse, Monsieur le Président, annoncer une bonne nouvelle. Il s'agit d'aider l'ASPTT de Montpellier qui est montée en première division. Nous avons une aide financière exceptionnelle complémentaire de 5 000 euros. Monsieur le Président, vous avez peut-être quelque chose à nous annoncer ?

Monsieur le Président

Allez-y, Monsieur Meissonnier.

Monsieur MEISSONNIER

Je crois que vous savez que nous avons un problème de relocalisation du tournoi de l'ALSH.

Monsieur le Président

Oui. Et hier, nous avons pris une décision.

Monsieur MEISSONNIER

Vous avez pris une décision, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Vous savez que l'ALSH, le club sur terre battue qui se trouve chez Monsieur Revol à la Valsière à Grabels et qui organisait le tournoi féminin international chaque année, ne souhaite plus accueillir le tournoi. C'est son droit. Moi, j'ai proposé que ce soit l'ASPTT Montpellier qui reçoive le tournoi. Je crois que c'est une bonne chose. Le Président du Comité de tennis de l'Hérault pense que c'est bien de positionner ce tournoi sur le territoire de la Métropole. Je crois qu'en proposant l'ASPTT, nous ferons plaisir à tout le monde, y compris au Président du Comité. Je remercie Monsieur Meissonnier et Monsieur Abert.

Monsieur le Président

Ils ont hier soir largement participé à la négociation.

Monsieur MEISSONNIER

Merci, Monsieur le Président. 5 000 euros pour l'ASPTT.

Nous continuons avec une subvention. Là, il s'agit de quelque chose de phénoménal : c'est une entente sur le club de karaté de Pérols et de Lattes. C'est quand même assez particulier. C'est assez phénoménal de voir que des clubs de karaté sur des communes assez distinctes arrivent à s'entendre. Peut-être que sur un tatami, un jour, nous aurons la chance de voir Monsieur Rico et Monsieur Meunier s'affronter avec des joutes autres que verbales. En tous les cas, nous attribuons une subvention de 4 000 euros.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier, ne les excitez pas, il va falloir que j'achète un semi-remorque de miel !

Monsieur MEISSONNIER

Mais là, je crois qu'il faudra de la gelée royale, Monsieur le Président.

4 000 euros pour le club de karaté Pérols-Lattes.

Monsieur MEUNIER

Est-ce que je peux avoir le son ? Monsieur Rico et moi-même, mon ami Jean-Pierre et moi, nous n'avons pas du tout les mêmes méthodes de communication que vous pouvez avoir avec Monsieur Youssous. D'ailleurs, à cette soirée, nous étions ensemble, et pendant que vous étiez en train de vous expliquer, nous buvions le verre de l'amitié, n'est-ce pas mon cher Jean-Pierre ? Tout va bien.

Quant à ce club, puisque vous en parlez, c'est l'émanation des deux clubs de karaté qui font partie des meilleurs clubs de karaté de France, que ce soit celui de Lattes ou celui de Pérols. Nous avons créé il y a pas mal d'années (je crois, Jean-Pierre, à peu près quatre ans) une section très haut niveau qui porte les couleurs de l'Agglomération et de la Métropole dans tous les championnats, en particulier jeunes. Je ne veux pas vous dire de bêtise mais je crois que nous devons avoir huit titres de champion de France à l'actif de cette entente Lattes-Pérols.

A cette occasion, si vous le permettez Président, nous sommes dans une période compliquée qui ne va peut-être pas nous amener à voter les budgets de notre Métropole rapidement. Rappelons-nous quand même que l'un des grands avantages de la Métropole de Montpellier est d'avoir des clubs de haut niveau qui nous représentent et qui font briller notre étoile à cinq branches partout en France et à l'international. Les présidents (que je ne citerai pas) de tous les clubs de haut niveau ont besoin d'avoir une perspective de notre engagement financier à leurs côtés pour l'année 2016. Il est donc nécessaire qu'ils puissent aller sur le marché des transferts qui se passe pour tous les sports de haut niveau entre janvier et mars, et qu'ils puissent se mettre en perspective par rapport aux engagements de leurs sponsors et aux engagements sportifs qu'ils peuvent avoir dans les différentes compétitions nationales et internationales. Il est nécessaire que nous puissions nous rencontrer, les élus qui sont en charge de ces dossiers, autour de vous, Président, et de Jean-Luc, pour savoir ce que nous leur répondons quant au niveau d'engagement que nous aurons l'année prochaine avec eux. Il en va de l'image et du rayonnement de notre Métropole dans tous ces sports. Nous savons que le sport aujourd'hui est un des facteurs essentiels d'image pour nos territoires. Je vous remercie.

Monsieur MEISSONNIER

Juste, Monsieur Saurel, Monsieur le Président, je voudrais dire qu'il n'y a eu que des joutes verbales avec Monsieur Rabii Youssous. En revanche, chers amis, cher Cyril, si tu pouvais apprendre le côté synthétique de tes interventions... C'est vrai que quand tu prends la parole, nous avons tendance un peu à nous endormir. Je tenais à le souligner : quand tu prends la parole, nous ne savons pas quand tu t'arrêtes.

Monsieur MEUNIER

J'avais oublié que tu n'étais capable de te concentrer que sur les premières phrases d'une intervention. Je ferai plus synthétique pour rester à ton niveau, mon cher Jean-Luc, la fois prochaine.

Monsieur MEISSONNIER

Je reste à mon niveau ! Reste au tien, ce sera très bien.

Monsieur RICO

Pour ce qui me concerne, je suis entre les deux, mais pour rebondir sur le club mutualisé...

Monsieur le Président

Monsieur Youssous, vous apporterez la conclusion à ce riche débat.

Monsieur RICO

Pour confirmer ce que vient de dire Cyril Meunier sur la mutualisation du club, nous avons effectivement un club d'élite et sur la saison sportive 2014-2015, ce club a remporté 101 médailles nationales, a réalisé 44 podiums nationaux et a remporté 19 titres de champion de France. C'est vraiment un club d'une grande réussite. Pour répondre à mon ami Jean-Luc, nous irons Cyril et moi-même sur les tatamis pour annoncer la bonne nouvelle de cette subvention à l'ensemble de nos athlètes.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rico. Monsieur Youssous a été mis en cause. Le karaté, c'est bien, mais je préfère la boxe thaïe.

Monsieur YOUSOUS

Je les aime tous les trois, et en particulier le Maire de Baillargues !

Monsieur MEISSONNIER

Il reste à voter et à parler aussi de la subvention du Comité départemental de l'Hérault, jeu de balle au tambourin, pour un montant de 800 euros, et enfin une subvention pour le nouveau club de patinage synchronisé et de danse sur glace de 10 000 euros. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Qui souhaite encore s'exprimer sur cette affaire ? Monsieur Ségura.

Monsieur SEGURA

Ne vous inquiétez pas. Simplement vous dire merci parce que depuis que nous avons créé la Métropole, nous sommes derrière la course camarguaise, et c'est important. On ne peut pas savoir l'économie que cela apporte sur la Région – sur la Région, j'ai dit.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Ségura et avec Monsieur Meissonnier, Monsieur Abert, Monsieur Jaoul et d'autres Maires ici, Monsieur Dudieuzère aussi, nous soutenons activement les traditions taurines.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, Monsieur Majdoul pourrait-il revenir un peu sur son positionnement ? Il confondait la corrida et la course camarguaise. Il serait très important d'avoir une unanimité lors d'un vote.

Monsieur le Président

Monsieur Majdoul ?

Monsieur MAJDOUL

Il a mon vote.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Majdoul. C'est la grande unanimité, ce soir. C'est hallucinant. Il y a quelque chose qui se passe quelque part dans l'univers. C'est la musique cosmique qui commence à faire son effet.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Merci à tous.

Affaire 79. Réseau des piscines. Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 80 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SITE D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE LE LEZ (FR 9101392) – PROPOSITION DE MODIFICATION DU PERIMETRE – AVIS DE LA METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire 80 : prévention des risques majeurs Natura 2000 le Lez. La parole est à Madame Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry.

Madame GALABRUN-BOULBES

Merci Président. C'est un découpage à la parcelle que nous proposons. C'est pour mieux détailler, le rendre beaucoup plus cohérent et cela facilitera l'obtention d'aides aux installations agricoles. Cela devrait faire plaisir à Madame Touzard.

Monsieur le Président

Merci Jackie. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 81 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GRABELS – ENTRETIEN DU BASSIN D'ECRETEMENT DES EAUX PLUVIALES DENOMME BASSIN G – CONVENTION AVEC LA VILLE DE GRABELS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 81, prévention des risques, Grabels, entretien du bassin d'écêtement des eaux pluviales dénommé bassin G.

Madame GALABRUN-BOULBES

C'est juste une convention passée avec la Ville de Grabels, concernant l'entretien qui sera fait par la Ville de Grabels. La Métropole fera les travaux à ses frais lorsqu'il y aura besoin de réparer ou de reconstruire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications sur le bassin G ? Personne. Ah ! Allez-y.

Claire JABADO

Bonsoir tout le monde. Grabels est heureuse que cette convention soit signée, bien évidemment. Mais juste pour votre information, sur le terrain c'est déjà en application parce qu'il y a déjà une intervention qui a commencé sur le bassin, sur le barrage, par une injection de béton pour le renforcer.

Cela nous permet bien sûr de protéger tous les habitants sur le bassin que l'on appelle Rieumassel.

Autre chose : à Grabels, nous avons mis en place un dispositif, un système de téléalerte qui permet de contacter les 400 habitations avec une intervention très rapide et avec la réserve communale qui est composée d'une cinquantaine de bénévoles, des élus et des services communaux. Nous pouvons lancer une alerte pour évacuation en cas de nécessité.

Pour votre information, la semaine dernière, il y a eu de très fortes intempéries et nous avons pu tester ces dispositifs. Les 400 habitations étaient alertées et par mesure de précaution, nous avons pu tester la possibilité de les évacuer. Il est important de souligner aussi que lors de cette matinée des intempéries, les services de la Métropole, les services de la commune travaillaient côte à côte pour mener des observations indispensables au bon maintien de ces barrages. Merci pour cette convention.

Monsieur le Président

Merci Madame Jabado pour votre intervention. Merci pour le bon travail que nous faisons ensemble. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 82 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAUSSAN – ZAC HORTS DE VERNIS – PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82, commune de Saussan, ZAC Horts-de-Vernis, programme des équipements publics. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 83 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE 2014 SUR L'EXERCICE DES COMPETENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Président

Affaire 83, note liminaire 2014 sur l'exercice des compétences eau potable et assainissement. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE PEROLS, COURNONSEC ET PIGNAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84 : Montpellier Méditerranée Métropole, poursuite ou transfert des opérations décidées par les communes de Pérols, Cournonsec et Pignan. Monsieur Youssous.

Monsieur YOUSSEUS

Il s'agit, comme nous l'avons déjà vu, de définir les modalités de poursuite des opérations de voirie décidées avant le 1^{er} janvier 2015 pour les communes de Pérols, Cournonsec et Pignan. Pour les communes de Pérols et de Pignan, ces opérations seront poursuivies et financées par les communes. Pour la commune de Cournonsec, les opérations seront transférées à la Métropole. Il vous est donc proposé d'approuver cette répartition établie avec les communes, ces communes ayant déjà approuvé les listes de délibération de leur Conseil municipal.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Youssous. Qui demande des informations complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je vous demande de noter les résultats du vote sur la maîtrise d'œuvre, le jury relatif aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole : 90 présents, 90 votants, trois bulletins nuls, quatorze bulletins blancs, suffrages exprimés 73, 73 voix obtenues pour le jury composé de Monsieur Bonnal, Madame Bueno, Monsieur Barral, Monsieur Jaoul, Monsieur Travier, et suppléants Madame Dardé, Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur Raymond et Monsieur Krzyzanski.

AFFAIRE N° 85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE CASTRIES, MONTAUD, CLAPIERS, JACOU, CURNONTERRAL, RESTINCLIERES, LE CRES, SAINT GEORGES D'ORQUES, MURVIEL-LES-MONTPELLIER, SAINT-DREZERY ET SAUSSAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 85 : voirie, espace public, Montpellier Méditerranée Métropole, convention de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Castries, Montaud, Clapiers, Jacou, Curnonterral, Restinclières, Le Crès, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Drézéry et Saussan. Monsieur Youssous.

Monsieur YOUSSEUS

Comme convenu avec les communes, les opérations d'investissement en matière de voirie sont financées par les attributions de compensations, un complément issu de concours est versé par les communes de la Métropole pour les opérations d'investissement 2015 en matière de voirie. Il vous est donc proposé ce soir d'accepter cette convention établie par les onze communes suivantes : Castries, Montaud, Clapiers, Jacou, Curnonterral, Restinclières, Le Crès, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Drézéry et Saussan.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Youssous. Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Unanimité.

AFFAIRE N° 86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N° 1 AU MARCHE 3573TV14 D'ENTRETIEN ET D'AMENAGEMENT DE VOIRIE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86, avenant numéro 1 au marché d'entretien et d'aménagement de voirie. Qui veut des explications auprès de Monsieur Rabii Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 87 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N° 1 AU MARCHE 3571TV14 DE TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 87, avenant numéro 1 de travaux de signalisation horizontale et verticale. Qui demande des explications à Monsieur Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 88 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N° 1 AU MARCHE 3317TV13 DE TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC, D'INTERVENTION SUR LES MATS DE JALONNEMENT

LUMINEUX ET DYNAMIQUES ET SUR LES MOBILIERS ASSOCIES AUX LIGNES DE TRANSPORT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88 : avenant de travaux d'éclairage public et d'interventions sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 89 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE 3954GD15 – NETTOYAGE, ENTRETIEN ET REPARATION DES CONTENEURS ENTERRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Prévention et valorisation des déchets, affaire 89. Il s'agit de la collecte des déchets ménagers et assimilés, nettoyage, entretien et réparation des conteneurs enterrés de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des explications auprès du Vice-Président Cyril Meunier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. S'il y a des éléments que tu veux ajouter, Cyril, tu m'arrêtes.

AFFAIRE N° 90 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – AVENANT N° 1 AU MARCHE N° 3296GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DES DECHETS MENAGERS RECYCLABLES SECS – AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1

Monsieur le Président

Affaire 90, traitement des déchets ménagers et assimilés pour l'exploitation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs. Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier ? Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Je profite de ce dossier pour rappeler que nous allons agrandir et moderniser DEMETER, que nous serons encore à la pointe en matière de tri, et qu'à partir de là nous aurons une usine vraiment très performante pour pouvoir recycler. J'invite l'ensemble des élus, à titre personnel et dans leur rôle, à pousser tous les habitants de la Métropole à trier de plus en plus, en rappelant pour les zones pavillonnaires que nous passons dès le 1^{er} janvier à une seule levée de poubelles grises dans la semaine. Il faut y aller.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 90. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 91 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE NEGOCIE N° 4121GD15 CONCLU AVEC LA SOCIETE OCREAL POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION ENERGETIQUE DES REFUS DES UNITES DE TRAITEMENT ET DE TRI DES DECHETS MENAGERS ET AUTRES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 91, traitement des déchets et assimilés. Qui demande des explications auprès du rapporteur Cyril Meunier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – RECEPTION DE DELEGATIONS DE SHANGHAI, PEKIN ET CHENGDU LORS DU DIGIWORLD SUMMIT DU 17 AU 19 NOVEMBRE – SIGNATURE D'ACCORDS DEDIES FRENCH TECH – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 92 : développement international, réception de délégations de Shanghai, Pékin et Chengdu, lors du DigiWorld Summit du 17 au 19 novembre. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION – CERTIFICATION HQE AMENAGEMENT TM DEMARCHE CERTIFIEE PAR CERTIVEA – OPERATIONS D'AMENAGEMENT – PROTOCOLE D'ACCORD AVEC CERTIVEA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

93, certification HQE, aménagement, démarche certifiée par Certivéa. Qui demande des explications auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – DELEGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 94, délégation permanente, modifications, approbation des nouvelles compétences de Méditerranée Métropole. L'adaptabilité et la réactivité dans les affaires métropolitaines nécessitent une extension des délégations permanentes de l'Assemblée au Président concernant le droit de préemption.

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 95 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SAEML MONTPELLIER EVENTS – MODIFICATIONS STATUTAIRES – AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE – AUTORISATION ACCORDEE AU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – NON-SOUSCRIPTION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 95 : organisme extérieur SAEML Montpellier Events, modifications statutaires.

Un jury a été tenu pour choisir le prochain Directeur de Montpellier Events. Ce jury, où nous représentait Bernard Travier, a proposé une personne à l'unanimité des membres du jury : Métropole, Région. J'ai proposé à Monsieur Alary, dans l'esprit de concorde universelle que décrivait parfaitement Monsieur Larue tout à l'heure, de le présenter ensemble lors d'une conférence de presse commune. Je vais attendre quelques jours la réponse. Si vous pouvez l'appeler, Monsieur Larue ?

Ne participent pas au vote Monsieur Travier, Monsieur Calvat, Madame Panos, Monsieur Rico, Madame Dray, Monsieur Cousquer. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SPL LRAD – MODIFICATIONS STATUTAIRES – AUGMENTATION DE CAPITAL – AUTORISATION ACCORDEE AU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – NON-SOUSCRIPTION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 96, Madame Marsala. Organisme extérieur SPL LRAD, modification statutaire et ne participe pas au vote Madame Marsala. Qui veut d'autres explications que celles-ci, qui sont très télégraphiques ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 97 : HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION A L'OCCASION DE LA 12^E FETE DES VIGNES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 97 : convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le SIDA. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHE DE COMMUNICATION DE RAYONNEMENT – VILLE DE MONTPELLIER – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 98 : convention constitutive de groupement de commandes, marché de communication de rayonnement – ce n'est pas français, cela ! –, de communication, Ville de Montpellier, Montpellier 3M, engagement de la procédure.

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION – ACCORDS-CADRES N° 3982CO15 POUR L'IMPRESSION DES DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS-CADRES

Monsieur le Président

99, accord-cadre pour l'impression des documents de communication de Montpellier Méditerranée Métropole, autorisation de signature. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 100 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DE LA CAO ET DU JURY DE CONCOURS MOE COUVERTURE ZENITH DE LA METROPOLE – INFORMATION

Monsieur le Président

Affaire 100, composition de la CAO et du jury de concours MOE, couverture Zénith de la Métropole. A la suite de la démission de son mandat de Conseillère métropolitaine de Madame Marie-Pierre Padelou, élue de la commune de Juvignac, il convient de prendre acte de son remplacement en tant que titulaire au sein de la commission d'appels d'offres et du jury de concours MOE couverture Zénith Métropole par le premier suppléant, en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 101 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour : commission du Conseil de Métropole, modification à la suite de nouvelles demandes, et pour acter la démission de Madame Padelou de son mandat de Conseillère métropolitaine et son remplacement par Madame Béatrice Michel, il convient de mettre à jour la composition des commissions où elle siégeait.

Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Chers amis, je vous remercie pour cette séance modèle et je vous invite à nous réunir autour du pot de l'amitié à l'étage supérieur. Bonne soirée à tous et je vous donne rendez-vous au 17 décembre... au 16 décembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.